



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8486^e séance

Lundi 18 mars 2019, à 10 heures

New York

Provisoire

Président : M. Delattre (France)

Membres :

Afrique du Sud	M ^{me} Mogashoa
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Polyanskiy
Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Duclos
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M ^{me} Hidalgo
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Clay

Ordre du jour

La situation concernant la République démocratique du Congo

Lettre datée du 15 février 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2019/159)

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2019/218)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation concernant la République démocratique du Congo

Lettre datée du 15 février 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2019/159)

Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (S/2019/218)

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République démocratique du Congo à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenantes suivantes à participer à la présente séance : M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo; et M^{me} Anny Tenga Modi, Directrice exécutive d'Afia Mama.

M^{me} Modi participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Kinshasa.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/159, qui contient une lettre datée du 15 février 2019 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, et sur le document S/2019/218, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Zerrougui.

M^{me} Zerrougui : Cette dernière année, c'est chaque mois et, parfois, plusieurs fois par mois que le Conseil de sécurité m'a invitée à l'informer, et je l'en remercie. L'intérêt du Conseil était à la hauteur des enjeux en cours en République démocratique du Congo. Fort heureusement, mon intervention de ce jour va se faire dans un contexte nettement plus serein qu'en décembre et janvier derniers.

La passation de pouvoir faisant suite aux élections, la première dans l'histoire récente de la République démocratique du Congo, s'est déroulée de façon pacifique. Je n'occulterai pas ici le fait que les résultats des scrutins ont été contestés par une frange de l'opposition, mais nous pouvons aussi affirmer que la majorité des Congolaises et des Congolais ont accueilli avec soulagement la prise de fonctions du Président Tshisekedi.

J'aimerais souligner que le processus électoral, qui est toujours en cours, avec les élections programmées des gouverneurs et la tenue des scrutins reportées dans quatre circonscriptions en raison de l'insécurité et de l'épidémie d'Ebola, constitue une étape décisive pour asseoir le renforcement de la démocratie et de l'état de droit en République démocratique du Congo. Néanmoins, les réactions de certains partis politiques et de leurs partisans aux résultats des élections sénatoriales de la semaine dernière nous interpellent et révèlent la fragilité du processus politique en cours dans le pays.

Lors de ses premières interventions publiques, le chef de l'État s'est engagé à travailler pour la consolidation de la paix, de l'état de droit et de la démocratie, et pour la promotion des droits de l'homme. Ces déclarations d'intentions ont été suivies d'actes concrets, surtout en matière de décriminalisation. Certains prisonniers politiques et d'opinion viennent d'être libérés, les réunions tenues sur l'ensemble du territoire par l'opposant et candidat à la présidentielle, Martin Fayulu, se déroulent sans entraves et des annonces ont été faites en faveur du retour des exilés politiques. Il est important de poursuivre dans cette direction, notamment en maintenant des espaces d'expression pour l'opposition, que nous encourageons à travailler étroitement avec l'ensemble des partis politiques, les autorités congolaises et la société civile.

Des discussions pour la formation d'un nouveau gouvernement sont actuellement en cours entre le Front commun pour le Congo, qui a remporté la majorité des sièges législatifs sur le plan national et provincial, et la plateforme Cap pour le changement, qui avait soutenu la candidature du Président Tshisekedi. Les deux parties se sont entendues la semaine passée sur la prochaine désignation d'un formateur qui sera, en fait, le futur Premier Ministre de la République.

Il est à espérer que la nouvelle équipe gouvernementale sera bientôt installée et opérationnelle, et qu'elle pourra ainsi travailler selon les orientations du programme du Président Tshisekedi. En effet, les attentes de la population congolaise sont immenses et il

est crucial de ne pas la faire attendre trop longtemps et de ne pas la décevoir. Ces attentes d'une vie meilleure, matérialisée par un accès plus facile à l'éducation, aux soins et à l'emploi, et par une existence à l'abri de la peur et des menaces, constituent un des plus grands défis auquel font face les autorités actuellement en place.

Je peux assurer le Conseil que je continue de prendre à cœur la mission de bons offices qu'il m'a confiée afin d'accompagner cette transition politique et de faire ainsi avancer l'agenda de la paix et de la sécurité en République démocratique du Congo. Il existe aujourd'hui de réelles opportunités de consolider la paix et la sécurité dans plusieurs provinces du pays suite à la reddition volontaire de centaines de combattants de groupes armés, ou au souhait exprimé de le faire, à la faveur du changement de pouvoir présidentiel.

L'un des autres défis actuels sera de pouvoir saisir à temps ces opportunités, en identifiant rapidement des options de réintégration de ces ex-combattants au sein de leurs communautés. La tâche ne sera pas facile mais il est urgent d'agir ensemble, ici sur le terrain et dans les capitales, afin d'apporter un soutien qualitatif aux autorités congolaises. Nous avons noté d'autres signes positifs dans ce domaine avec la volonté réaffirmée des acteurs régionaux, au niveau des États et des organisations, de s'attaquer aux causes profondes du conflit en République démocratique du Congo afin d'y mettre un terme, nous l'espérons.

(l'oratrice poursuit en anglais)

En dépit de l'émergence de possibilités d'instaurer une paix et une sécurité durables dans le pays aujourd'hui, je demeure préoccupée par plusieurs événements survenus dans l'est de la République démocratique du Congo. Dans la région du Grand Nord, dans la province du Nord-Kivu, où se poursuit la deuxième plus importante épidémie d'Ebola de l'histoire, des éléments issus des Forces démocratiques alliées et des Maï-Maï continuent d'attaquer les civils et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), et dans plusieurs cas, les travailleurs humanitaires et le personnel de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). La force de la MONUSCO, notamment la brigade d'intervention et la composante de police de la Mission, ne ménage aucun effort pour protéger les civils et appuyer les FARDC et la Police nationale congolaise dans leurs efforts pour assurer la sécurité, tandis que nos équipes civiles poursuivent activement leurs initiatives de bons offices, de sensibilisation et de dialogue au niveau local.

À la suite des attaques récentes visant des centres de traitement contre le virus Ebola à Butembo et Katwa, la MONUSCO a redéployé des effectifs civils et en uniforme supplémentaires pour assurer la sécurité du personnel et des activités en la matière et pour étayer les efforts visant à atténuer la résistance que la communauté oppose à cette riposte.

En parallèle, les préparatifs se poursuivent dans la région, en amont des prochaines élections nationales et provinciales qui auront lieu à la fin du mois. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour prévenir et atténuer tout risque de violence tout au long de cette période politiquement sensible. À Minembwe, dans le Sud-Kivu, des affrontements ont éclaté entre les milices de deux communautés, entraînant d'importants déplacements de population et faisant naître un risque de nouvelle détérioration. La MONUSCO appuie le renforcement de la présence des FARDC dans cette zone, en plus de notre propre déploiement d'unités de combat et de nos efforts de médiation intercommunautaire. Dans ces zones sensibles, le Gouvernement s'est montré sincèrement disposé à intervenir rapidement, même si les capacités des forces de sécurité nationales doivent être encore renforcées. Cependant, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, la violence structurelle est profondément enracinée et les dynamiques de conflit liées à l'identité, à l'accès à la terre et aux ressources et aux questions régionales s'enracinent profondément dans le tissu de la vie quotidienne.

Pour s'attaquer durablement à ces facteurs d'insécurité, une collaboration ciblée sera nécessaire au cours de la période à venir, y compris avec la région. Même les localités qui n'ont jusqu'à présent pas été touchées par des conflits armés peuvent se révéler fragiles, et nous devons collectivement encourager le Gouvernement à prendre des mesures pour prévenir et atténuer les causes potentielles des conflits violents dans l'ensemble du pays. La violence choquante survenue à Yumbi en décembre 2018, qui, comme l'a indiqué notre bureau, a fait pas moins de 535 morts et 111 blessés, a contraint 19 000 personnes à se déplacer et a détruit de nombreux foyers et moyens de subsistance, est un rappel troublant de la rapidité avec laquelle la violence peut s'intensifier.

Compte tenu des possibilités et des défis qui existent actuellement en République démocratique du Congo, j'encourage le Conseil de sécurité à continuer d'appuyer la consolidation de ce qui a été réalisé dans le pays ces derniers mois et à aider le pays à faire face aux menaces qui pèsent encore sur la paix et la sécurité.

Nous devons appuyer le Gouvernement dans ses efforts pour répondre aux attentes de la population congolaise en vue de faire progresser le dialogue et la collaboration politiques et saisir les occasions qui se présentent actuellement pour faire reculer durablement les groupes armés dans certaines régions.

Le Président : Je remercie vivement M^{me} Zerrougui pour son exposé et pour ces éléments importants qu'elle nous a apportés.

Je vais à présent donner la parole à M^{me} Anny Tenga Modi.

M^{me} Modi : Au nom de la femme congolaise, nous tenons à remercier le Conseil pour l'attention portée sur notre modeste personne en vue de présenter au Conseil de sécurité l'état des lieux en rapport avec la situation des femmes et filles congolaises.

Nous souhaitons aussi saluer l'engagement des membres du Conseil de sécurité, qui ont reconnu et mis en avant le leadership de la femme africaine pour la paix et la sécurité le mois dernier en adoptant la résolution 2457 (2019). Cette résolution reconnaît clairement les plateformes du Réseau des femmes d'influence d'Afrique, dont je fais partie en tant que membre du Caucus des jeunes femmes leaders, et FemWise-Africa, comme révolutionnaires pour la prévention et la médiation des conflits.

Avant toute chose, nous saluons la maturité civique de la population congolaise, qui a réussi à imposer l'alternance pacifique au sommet de l'État en allant jusqu'au sacrifice suprême. Nous pensons ici à toutes les personnes qui ont perdu la vie au cours de la période qui a précédé le scrutin du 30 décembre 2018, parmi lesquelles il y a des femmes.

La République démocratique du Congo, en tant que Membre de l'ONU, a souscrit à bon nombre d'instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, parmi lesquels les résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015). À ce point, nous saluons les signes que nous avons notés de la réouverture des espaces, avec l'ouverture des médias fermés et la libération de prisonniers.

Dans notre présentation de ce jour, nous parlerons de la situation électorale en cours, nous évoquerons l'action de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), et nous soulignerons l'importance de la participation des femmes et jeunes femmes

aux efforts de consolidation de la paix en République démocratique du Congo. Nous formulerons enfin quelques recommandations.

La situation électorale en République démocratique du Congo a été marquée par une période de crise politico-sécuritaire caractérisée par des contestations et par l'organisation de manifestations publiques. Les pouvoirs publics se sont investis, entre autres, dans les restrictions des libertés publiques, à travers l'examen de projets de lois liberticides pour adoption au Parlement. Cette situation a bloqué le processus politique. C'est pourquoi en 2016, deux dialogues ont été tenus, l'un sous la facilitation de l'Union africaine, et l'autre sous la facilitation de la Conférence épiscopale nationale du Congo, en vue de trouver un mécanisme réunissant à la même table les différents acteurs pour dégager un consensus politique, et ce, en passant par la décrispation et la mise en œuvre des modalités pratiques pour l'organisation des élections.

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a été chargée de l'organisation matérielle de l'élection. À ce sujet, elle a recouru à une technologie électorale en utilisant la machine à voter, qui a également relancé les débats, car il n'y a pas eu de consensus autour de cette machine à voter.

L'organisation des élections n'a pas été parfaite; il y a eu quelques failles, qui ont débouché sur des contestations, créant ainsi plusieurs défis à relever. La CENI n'a utilisé qu'un seul canal sur les deux reconnus par la loi, à savoir la clef USB, et non les procès-verbaux physiques lors de la proclamation des résultats. Les organisations de la société civile, en particulier les organisations de femmes, n'ont presque pas été impliquées dans les missions d'observation. Les partis politiques n'avaient pas préparé les scrutateurs, et la population n'a pas été suffisamment sensibilisée au processus électoral. La non-prise en compte de la parité femmes-hommes demeure un obstacle pour une participation efficace des femmes. L'acheminement du matériel vers les bureaux de vote faisait partie des défis à relever.

Nonobstant ces failles, les élections en République démocratique du Congo sont une référence pour la région, et la République démocratique du Congo traverse un moment historique et décisif. Toutefois, au regard des cycles électoraux de 2016, 2011 et 2018, la République démocratique du Congo ne connaît pas de progression rapide. La crainte demeure concernant les élections locales, qui pourraient déclencher des conflits interethniques, comme cela a été le cas pour les élections

sénatoriales, si ce processus n'est pas accompagné et appuyé.

La résolution 1925 (2010) a conféré un mandat à la MONUSCO, en remplacement de la précédente mission qui concernait le maintien de la paix. Ce nouveau mandat de la MONUSCO consiste, premièrement, à soutenir les actions menées par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, à savoir la protection des civils, du personnel humanitaire et des défenseurs des droits de l'homme menacés par les violences physiques, ainsi que les efforts de lutte contre l'impunité; et deuxièmement, à appuyer les processus politiques en vue d'assurer la stabilisation, la consolidation de la paix et l'éradication des conflits pour la restauration de l'état de droit.

S'agissant de l'importance de la participation des femmes et des jeunes femmes dans les efforts de consolidation de la paix, il sied de noter qu'en matière de protection des civils, la République démocratique du Congo a pris des dispositions utiles pour répondre à la représentativité des femmes dans le secteur de la sécurité, particulièrement au sein de l'armée et de la police, à travers le processus de réforme en cours.

Le nouveau fonctionnement de la police régionale congolaise sous le mode de la police de proximité met un accent particulier sur la lutte contre les comportements répréhensibles, y compris les violences à caractère sexiste, d'où la création de la cellule spéciale genre et lutte contre les violences basées sur le genre.

Le Secrétariat exécutif du Comité de suivi de la réforme de la police a, à travers ses sous-groupes de travail technique, notamment le cadre légal et réglementaire, et le groupe en charge du genre, des violences sexuelles, des droits de l'enfant et des droits de l'homme, produit plusieurs avant-projets de lois et de règlements pour la promotion de l'égalité de genre et la lutte contre les violences sexuelles au sein de la Police nationale. La liste n'est pas exhaustive. Je tiens à signaler la mise en place du Secrétariat national pour la résolution 1325 (2000) ainsi que l'adoption en 2018 du Plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) pour sa deuxième génération. Les femmes et les jeunes femmes se sont impliquées dans la mobilisation communautaire, le plaidoyer et des activités de mentorat pour la participation de plus de jeunes femmes.

Nous allons ici donner quelques recommandations au Gouvernement de la République démocratique du Congo. Nous recommandons une sensibilisation des hommes dans les assemblées et parlements provinciaux

aux questions relatives au genre et aux femmes pour leur participation dans les processus de consolidation de la paix et de la sécurité. Nous recommandons à notre gouvernement d'adopter des mesures spécifiques pour faciliter l'intégration des femmes dans les forces de défense et de sécurité. Nous lui recommandons de poursuivre le programme de désarmement, démobilisation et réintégration pour la prise en charge des groupes armés au niveau local dans la prévention des crises. Nous recommandons l'application des lois et des mesures relatives aux questions de genre, femmes, paix et sécurité. Nous recommandons à notre gouvernement d'accepter l'accompagnement pour l'organisation des élections locales. Nous recommandons aussi l'amendement de la loi électorale dans son article 13, alinéa 3, pour rendre contraignant l'alignement de plus de femmes sur les listes des candidats des partis politiques.

Aux membres du Conseil de sécurité, nous recommandons la mise sur pied de programmes de formation pour renforcer les capacités managériales, ainsi que des programmes de mentorat et d'échange de meilleures pratiques en vue de susciter des rôles modèles pour davantage de jeunes. Nous appelons ici les membres du Conseil de sécurité à appuyer les efforts de renforcement de l'éducation civique des masses sensible au genre au niveau communautaire, ciblant les leaders, les jeunes et les garçons, pour la promotion d'une masculinité positive en République démocratique du Congo. Nous recommandons une mobilisation des pairs dans la sous-région et au niveau international en vue de renforcer les capacités institutionnelles des mécanismes régionaux et nationaux en matière de genre et la participation des femmes aux processus de paix.

Nous ne pouvons clore cette intervention sans remercier le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres; la Vice-Secrétaire générale, M^{me} Amina Mohammed; et l'Union africaine pour les efforts de soutien offerts à travers le Réseau des femmes d'influence en Afrique.

Le Président : Je remercie M^{me} Modi de son exposé.

Je remercie mes collègues pour leur patience face aux difficultés techniques de la transmission.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Cohen (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Représentante spéciale, M^{me} Zerrougui, de son exposé aujourd'hui ainsi que de

ses efforts inlassables, qui ont contribué à la première passation pacifique du pouvoir en République démocratique du Congo cette année. Je remercie aussi M^{me} Modi de s'être jointe à nous et d'ajouter sa voix à celle des autres Congolais qui appellent au changement.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, le Président Tshilombo Tshisekedi a répondu aux exigences de cette étape historique, en s'engageant à lutter contre la corruption et les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de la République démocratique du Congo, à renforcer la sécurité, à améliorer le climat d'investissement et à promouvoir le développement. Il s'est aussi engagé à travailler étroitement avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour neutraliser les groupes armés et ouvrir la voie à la réduction des effectifs de la MONUSCO et à son retrait.

Deux mois à peine après cette passation historique du pouvoir, les Congolais commencent déjà à voir une évolution positive. Le mois dernier, le Président Tshisekedi a ordonné l'arrestation et le défèrement devant la justice de policiers accusés d'avoir tiré sur des manifestants pacifiques. Il a libéré les prisonniers de conscience et promis de réformer l'Agence nationale de renseignements accusée d'abus de pouvoir, et de fermer les centres détention non officiels.

En partie en réponse à ce changement, des milliers de combattants sont en train de déposer les armes dans l'espoir de réintégrer la vie civile de façon pacifique. Nous prions instamment le Président Tshisekedi d'honorer l'engagement qu'il a pris de mettre pleinement en œuvre cette vision optimiste de l'avenir de la République démocratique du Congo. Nous attendons avec intérêt la nomination des ministres qui l'aideront à le faire.

Les États-Unis sont déterminés à aider les Congolais à édifier un Congo plus pacifique et plus prospère. Nous espérons travailler avec le nouveau Gouvernement pour forger une relation plus constructive avec la MONUSCO. Nous voudrions saluer et appuyer les décisions prises en amont par les responsables de la MONUSCO, conformément à son mandat, pour réorienter les efforts vers l'est de la République démocratique du Congo plutôt que vers Kinshasa, pour rationaliser la force, et pour intensifier l'action menée pour lutter contre les causes profondes de la violence.

En ce qui concerne la situation dans l'est de la République du Congo, nous sommes vivement préoccupés par le regain de tensions entre le Burundi, le Rwanda

et l'Ouganda, et notamment les informations faisant état d'attaques lancées par-delà les frontières. Étant donné l'histoire, ces faits sont particulièrement inquiétants. Personne n'a à gagner d'une guerre par adversaires interposés dans la région des Grands Lacs. Les États-Unis exhortent les parties à s'abstenir de recourir à la violence et à respecter l'intégrité territoriale de tous les États de la région. Nous demandons instamment à la MONUSCO, au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs et au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi d'œuvrer plus étroitement ensemble tandis que nous réorientons les efforts de maintien de la paix des Nations Unies vers l'est de la République démocratique du Congo.

Enfin, deux ans se sont déjà écoulés depuis le meurtre des experts de l'ONU, Michael Sharp et Zaida Catalán. Dès la toute première fois où il s'était rendu dans l'est de la République démocratique du Congo pour aider à la démobilisation des enfants soldats, Michael Sharp s'était résolument engagé en faveur de la paix et de la réconciliation. Nous regrettons qu'il n'ait pas vécu pour voir les changements qui ont lieu aujourd'hui dans les Kasai et nous aimerions pouvoir encore bénéficier de ses rapports exhaustifs et de ses analyses éclairantes. Les États-Unis continuent de demander l'application du principe de responsabilité aux auteurs de ces assassinats. Nous demandons instamment au Conseil de continuer de fournir un appui robuste au mécanisme de suivi des Nations Unies, en appui aux enquêtes menées par les autorités congolaises.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général, de son exposé, qui porte essentiellement sur les principaux faits survenus dans le pays, les progrès réalisés par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans la mise en œuvre de son mandat, et les défis qui restent à relever. Nous remercions l'ensemble du personnel de la MONUSCO, l'équipe de pays des Nations Unies, la représentante de la société civile, M^{me} Anny Tenga Modi, ainsi que les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, les organisations régionales, les partenaires bilatéraux et multilatéraux et les organisations non gouvernementales, de leur engagement, de leur appui continu et de leur dévouement envers la République démocratique du Congo.

La Guinée équatoriale, en tant que membre du Conseil de sécurité et pays frère de la République démocratique du Congo - puisque nous appartenons tous deux aux mêmes communautés économiques régionales et sous-régionales et au même Conseil de sécurité sous-régional, le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale - se félicite des progrès enregistrés dans ce pays frère. Nous jugeons important l'esprit de la résolution 2424 (2018), qui réaffirme le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale, et le plein respect des principes de non-ingérence, de bon voisinage et de coopération régionale en République démocratique du Congo, dans les pays voisins et dans la région, car ce sont là les fondements de leur stabilité et de leur développement.

Les Congolais ont, à notre sens, su saisir l'occasion historique qui leur a été offerte de rendre possible la première passation démocratique et civilisée du pouvoir. Nous sommes sûrs qu'il s'agit là d'un pas en avant décisif, symbole de l'expression ultime de la souveraineté populaire, et de la voie qui mènera à la consolidation de la démocratie, de la paix, de la stabilité et du progrès social pour tous les Congolais. Nous saluons les progrès réalisés après les élections et nous nous félicitons des décisions rendues publiques par la Commission électorale nationale indépendante, qui a donné des informations sur les prochaines étapes du processus électoral et fixé le calendrier définitif des élections législatives et nationales au suffrage direct dans certaines circonscriptions électorales, qui avaient été officiellement reportées pour des raisons de santé et de sécurité, et des élections au suffrage indirect pour le choix des sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs dans les provinces.

Nous nous félicitons de la nomination de S. E. M. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo en tant que Vice-Président du Bureau de la Conférence lors de la trente-deuxième Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine tenu à Addis-Abeba. Nous accueillons avec optimisme ses déclarations, dans lesquelles il réitère son engagement à œuvrer en faveur de la consolidation de la paix, de l'état de droit, de la démocratie et rappelle la nécessité de promouvoir le développement socio-économique, d'éliminer la corruption, de lutter contre le fléau que représentent les groupes armés, de lancer des réformes de fond dans le secteur de la sécurité et de renforcer les bonnes relations dans l'ensemble de la région. Pour preuve, il a effectué plusieurs visites après avoir pris ses fonctions comme chef d'État.

Grâce à ces mesures, le pays avance résolument sur la voie de l'état de droit, qui garantit le respect des libertés fondamentales des citoyens et des communautés, l'égalité des chances, la démocratie, la bonne gouvernance, la liberté d'opinion et qui permet de concrétiser le rêve d'une véritable réconciliation nationale, de renforcer la stabilité du pays, de créer les conditions propices au développement et de préserver un climat de paix et d'harmonie après les élections.

Nous nous félicitons des mesures prises par le Gouvernement, comme la libération des prisonniers politiques, et de l'amélioration de la situation humanitaire et en matière des droits de l'homme en République démocratique du Congo. Toutefois, du fait des activités déstabilisatrices des groupes armés et des conflits persistants entre les communautés, 12 millions de personnes ont toujours besoin d'aide et de protection humanitaires et sont exposées à la malnutrition, au choléra, à la rougeole et à la maladie à virus Ebola, ce qui exige la fourniture d'une assistance technique et financière adéquate. La communauté internationale doit fournir des fonds suffisants pour la mise en œuvre du plan de réponse humanitaire de trois ans, dont la mise à jour a été achevée à la mi-janvier.

Nous condamnons les attaques fréquentes qui prennent pour cible le personnel humanitaire, ses moyens de transport et son matériel. Ces actes sont constitutifs de violations du droit international humanitaire. Toutes les parties à un conflit armé doivent garantir et faciliter un accès total, sûr, immédiat et sans entrave du personnel humanitaire et médical, de son matériel, de ses moyens de transport et de ses fournitures, ainsi que l'acheminement rapide de l'aide médicale aux zones touchées et aux populations dans le besoin. Nous encourageons le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour amener les auteurs de crimes de toutes sortes à répondre de leurs actes et pour lutter contre l'impunité.

Ma délégation estime que la mise en œuvre effective de l'Accord-cadre pour la paix et la sécurité en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba, revêt une importance capitale pour neutraliser les groupes armés opérant dans le pays, notamment dans l'est, dans les régions du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, très riches en ressources naturelles, qui sont pillées par ces groupes.

Nous prenons note avec optimisme du dépôt d'armes par certains groupes armés, ce qui exige la mise en œuvre effective du programme de désarmement,

démobilisation et réintégration des ex-combattants et des personnes liées aux groupes armés pour leur permettre de se réintégrer dans la société et participer activement au processus de paix et de stabilisation dans le pays. Nous appelons les États membres de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs, de l'Union africaine, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Communauté de développement de l'Afrique australe et les partenaires internationaux à continuer à participer au processus post-électoral afin de consolider la stabilité et la gouvernance démocratique en République démocratique du Congo. De même, nous exhortons les autorités congolaises et les partenaires régionaux à prendre les mesures qui s'imposent pour renforcer la coopération et les relations de bon voisinage entre les pays de la région des Grands Lacs, notamment pour lutter contre les groupes armés et promouvoir l'intégration économique.

Pour terminer, nous voudrions saluer l'excellent travail accompli par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité. Cette Mission qui s'est montrée à la hauteur de la situation et s'est acquittée de son mandat dans un contexte extrêmement complexe. Je voudrais saluer en particulier la Représentante spéciale du Secrétaire générale, M^{me} Leïla Zerrougui, pour son leadership et son engagement face à la situation.

Nous sommes convaincus que les efforts collectifs de l'ONU, de l'Union africaine et des organisations régionales et sous-régionales en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique permettront d'agir avec un maximum d'efficacité et de régler adéquatement les conflits. Ces efforts ont abouti à la signature d'un mémorandum d'accord entre les deux organisations, une mesure concrète pour la mise en œuvre du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : Je voudrais tout d'abord remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leïla Zerrougui, ainsi que M^{me} Tenga Modi pour leurs présentations. Ces exposés, ainsi que le dernier rapport du Secrétaire général (S/2019/218) sur la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), nous donnent une bonne vue de la situation actuelle en République démocratique du Congo.

Je voudrais concentrer mon intervention autour de trois messages principaux.

Mon premier message concerne la situation politique. Nous saluons les déclarations du nouveau Président en faveur du changement, qui était voulu par la population. Nous encourageons tous les acteurs politiques en République démocratique du Congo à prendre des mesures concrètes à même de produire ce changement profond de l'espace politique, à l'instar des premiers gestes posés, que nous saluons, comme la libération de certains prisonniers politiques. Dans le cadre européen et bilatéral, nous saluons également les récentes évolutions qui témoignent d'une volonté réelle d'intensifier nos relations.

Nous ne devons toutefois pas oublier que le processus électoral n'est pas encore clos. Des élections doivent encore se tenir à Beni, Butembo, ainsi qu'à Yumbi. Entre-temps, la formation d'un nouveau gouvernement se fait attendre. De nombreux témoignages font état de corruption de grande ampleur dans le cadre des élections sénatoriales de ces derniers jours, ceci alors que les plus hautes autorités judiciaires en République démocratique du Congo avaient lancé des avertissements précis.

Dans ce contexte, le Président Tshisekedi a décidé de se saisir de la situation. En tant que garant des institutions, nous l'appelons en effet à rétablir l'ordre institutionnel et l'état de droit, mais aussi à initier de manière crédible une lutte contre la corruption qui menace la gouvernance du pays. La consolidation d'institutions nationales solides, compétentes et impartiales doit permettre de renforcer la légitimité de l'État, de prévenir de futures crises institutionnelles et de favoriser un enracinement durable de la culture d'alternance démocratique.

Mon deuxième message concerne la pacification du territoire de la République démocratique du Congo et la restauration de l'autorité de l'État. À cet égard, nous souhaitons qu'une attention particulière soit accordée à la persistance de la violence et des attaques contre les civils, qui continue de plonger la population congolaise dans l'une des pires catastrophes humanitaires au monde. Nous rappelons la violence inouïe des récentes attaques intercommunautaires planifiées à Yumbi, qui ont fait plusieurs centaines de morts et des milliers de déplacés en quelques jours en décembre 2018. Ces violences qui, selon l'ONU, pourraient constituer des crimes contre l'humanité, n'auraient pas été possibles si l'autorité de l'État avait été présente dans cette zone. La persistance des combats entre groupes armés dans le territoire de Masisi, des attaques mortelles des Forces démocratiques

alliées dans le territoire de Beni, et les récents combats à Minembwe sont autant de situations dramatiques qui nécessitent des mesures fortes et urgentes. La restauration de l'autorité de l'État est indispensable pour assurer la pacification du territoire, mais aussi la résolution des causes profondes des conflits et la sécurité des populations, ainsi que le développement et l'état de droit au profit du peuple congolais.

Mon troisième message concerne la MONUSCO et son avenir. L'avenir de la MONUSCO, selon nous, doit reposer sur une véritable stratégie de sortie, laquelle devra se fonder sur des points de référence, « benchmarks » comme on le dit en bon français, clairement identifiés par un examen stratégique indépendant. Une telle stratégie doit se fonder sur la capacité et la volonté réelle des nouvelles autorités congolaises à assumer elles-mêmes les tâches qui sont actuellement assumées par la MONUSCO. En attendant, la protection des civils – dans le contexte militaire, sanitaire ou encore celui des droits de l'homme – doit continuer d'être la clef de voûte sur laquelle la MONUSCO repose. La Belgique est d'avis qu'un mandat intérimaire qui serait limité dans le temps permettrait d'approfondir notre réflexion sur ces points de référence tout en évitant un risque d'immobilisation dans un contexte qui est changeant.

Finalement, nous devons rester attentifs au cadre régional et à son évolution. L'attention que nous portons aujourd'hui à l'avenir de la MONUSCO ne doit pas détourner notre attention du fait que la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs sont étroitement liées. Les problèmes sont souvent communs, les solutions doivent l'être également. À cet égard, nous saluons l'opportunité qui sera donnée au Conseil dans les semaines à venir de discuter des derniers développements dans la région.

M. Heusgen (Allemagne) : Premièrement, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir désigné deux femmes comme intervenantes, ou dans le nouveau français, comme briefters. C'est très encourageant et je voudrais commencer par remercier M^{me} Zerrougui pour son témoignage. Comme elle l'a dit, la situation est bien meilleure que la dernière fois qu'elle a présenté un exposé au Conseil (voir S/PV.8318), et je pense que ce qu'elle vient de dire est vraiment encourageant.

Je ne vais pas répéter tout ce qu'il a fait, mais le nouveau Président Tshisekedi a pris des mesures très importantes, notamment en ouvrant l'espace politique, ce qui est extrêmement important. La Représentante spéciale a également dit que le processus politique reste

fragile. C'est pour cela que je voudrais également profiter de la présence de l'Ambassadeur de la République démocratique du Congo et de sa délégation pour les encourager à poursuivre dans cette voie. C'est difficile, mais à mon avis, il n'y a pas d'autres solutions.

Dans ce contexte, je souhaite mentionner ce qu'a dit M^{me} Anny Tenga Modi, l'intervenante congolaise, et qui me paraît très important. Peut-être que l'Ambassadeur pourra répondre, durant son intervention, à certaines des questions qu'elle a posées et des demandes qu'elle a formulées afin que les femmes jouent un plus grand rôle dans le processus politique de la République démocratique du Congo. Je vais revenir sur certaines de ses observations, qui m'ont paru vraiment importantes, notamment en ce qui concerne la sensibilisation des hommes membres des forces militaires et politiques à ces questions. Les femmes doivent être intégrées aux forces militaires, car elles ne sont pas suffisamment représentées au sein des forces militaires et de police. En ce qui concerne l'accompagnement du processus électoral, comme par le passé, le nombre de femmes inscrites sur les listes électorales n'était pas suffisant. Il faut veiller à ce que davantage de femmes soient inscrites sur les listes pour les élections communales, et il importe d'augmenter le nombre d'observatrices dans les bureaux de vote. En général, M^{me} Modi a souligné la nécessité d'élargir les programmes d'éducation civique pour mettre en relief les droits et les forces. C'est ce que les femmes apportent à la politique en République démocratique du Congo. Je constate déjà qu'une femme est conseillère diplomatique du Président, et je l'en félicite.

Je voudrais ajouter une observation très importante, quand bien même mes collègues en ont déjà parlé. Il s'agit de l'état de droit. Je pense qu'il faut tout faire pour renforcer l'état de droit et la justice, combattre la corruption, comme l'a souligné mon collègue belge, et lutter contre l'impunité. Je voudrais également faire écho à ce que vient de dire mon collègue américain en ce qui concerne le problème non réglé de la violence sexuelle, qui continue d'être employée par les forces de sécurité. Mon collègue belge a également parlé de Yumbi, où des crimes contre l'humanité auraient pu être commis. Les crimes commis ne doivent pas rester impunis.

Je souhaite également faire écho à ce qu'a dit mon collègue américain à propos de la situation dans la région entre l'Ouganda et le Burundi, qui n'est pas encourageante. La situation dans la région, y compris au Burundi, a des répercussions sur la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, et nous devons

continuer de la surveiller. Nous devons également continuer de prêter attention à la région touchée par l'Ebola, où les travailleurs humanitaires continuent d'être ciblés par des attaques.

En ce qui concerne l'avenir de la MONUSCO, j'estime qu'il faut attendre de savoir ce que pense le Président. Il reste des tâches à accomplir, et il faut se concentrer sur les tâches les plus importantes. Nous venons de les nommer. La sortie ne doit pas être un objectif en soi. Il faut qu'il y ait un examen stratégique indépendant pour savoir de quoi l'avenir sera fait en République démocratique du Congo. Il est également très important que les États qui envoient des contingents sachent la durée de leur déploiement dans le pays afin d'éviter un retrait qui se ferait dans la précipitation. Il faut enfin envoyer le message que la communauté internationale reste engagée en République démocratique du Congo.

M^{me} Mogashoa (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais à l'entame de mon propos m'associer à mes préopinants pour remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), M^{me} Leïla Zerrougui, ainsi que M^{me} Anny Tenga Modi, de l'organisation de la société civile Afia Mama.

L'Afrique du Sud se félicite de la tenue pacifique des élections en République démocratique du Congo. Nous félicitons les millions de Congolais qui se sont rendus aux urnes. Fidèle à sa promesse de ne pas s'accrocher au pouvoir, l'ancien Président Joseph Kabila Kabange a passé le témoin pacifiquement au chef du parti de l'opposition, le Président Félix Tshilombo Tshisekedi. Nous applaudissons le legs positif de ce jeune dirigeant dans la région centrafricaine.

Nous encourageons le peuple et les acteurs politiques congolais à continuer de se conduire de façon pacifique pendant les élections locales et à aborder ces élections dans le même esprit que lors des élections présidentielle et législatives. Nous encourageons par ailleurs la réconciliation dans la période post-électorale afin de construire une République démocratique du Congo pacifique. Nous saluons l'ouverture de l'espace politique par le Président Tshilombo Tshisekedi, marquée par des manifestations pacifiques et l'accès aux médias.

L'Afrique du Sud se félicite du rôle important joué par les missions d'observation nationales et régionales, notamment celles de la Communauté de développement

de l'Afrique australe (SADC) et de l'Union africaine. À cet égard, l'Afrique du Sud appelle à se concentrer davantage sur la situation dans l'est de la République démocratique du Congo, tout en reconnaissant qu'il importe de s'attaquer à la violence intercommunautaire dans les provinces du Maï-Ndombe et des Kasaï. C'est pourquoi nous appuyons l'appel lancé par le Secrétaire général pour que la MONUSCO ajuste ses priorités pour mettre l'accent sur l'est de la République démocratique du Congo, où l'instabilité et la violence restent endémiques.

L'Afrique du Sud appuie la recommandation du Secrétaire général tendant à proroger de 12 mois le mandat de la MONUSCO. Nous aurons ainsi suffisamment de temps pour procéder à un examen plus complet de la Mission, en consultation avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo, ainsi qu'avec la SADC et toutes les parties prenantes concernées. À cet égard, l'Afrique du Sud est d'avis qu'il conviendrait d'envisager un renouvellement du mandat de 12 mois, sachant qu'il y a un Gouvernement nouvellement nommé. Dans ce contexte, elle estime qu'il faudrait donner au nouveau Gouvernement le temps de déterminer et de définir ses priorités avant le retrait de la MONUSCO, tout en atténuant les risques d'un vide sécuritaire.

C'est pourquoi la délégation sud-africaine appuie l'examen stratégique de la MONUSCO proposé par le Secrétaire général. Qui plus est, toute réflexion concernant une stratégie de sortie doit être fondée sur l'évolution et l'évaluation positives de la situation sécuritaire sur le terrain. Aussi l'Afrique du Sud appelle-t-elle au renforcement du caractère multidimensionnel de la MONUSCO afin de relever de façon concomitante les défis de la paix, de la sécurité, de la gouvernance et du développement, sur la base d'une bonne compréhension du lien qui existe entre paix et développement.

L'Afrique du Sud se félicite de la contribution apportée par tous les pays fournisseurs de contingents en République démocratique du Congo. Nous appelons tous les pays fournisseurs de contingents et de forces de police à faire un effort concerté pour accroître la participation des femmes soldats de la paix à la MONUSCO afin de relever ces défis et d'autres défis sécuritaires.

L'Afrique du Sud se félicite de l'évolution positive de la situation dans la région du Kasaï avec le dépôt des armes. Nous encourageons les autres régions à faire de même.

L'Afrique du Sud réaffirme qu'il importe de soutenir pleinement la brigade d'intervention de la force, en

collaboration avec les Forces armées de la République démocratique du Congo, afin de neutraliser les groupes belligérants, tels que les Forces démocratiques de libération du Rwanda, les Forces démocratiques alliées et autres groupes armés qui continuent de menacer la stabilité de toute la région. Nous nous félicitons de l'appui complémentaire fourni par la Brigade d'intervention de la Force pour endiguer l'épidémie d'Ebola.

L'Afrique du Sud souligne qu'il est de la plus haute importance de respecter et de mettre en œuvre le mandat de protection des civils, qui doit être exécuté sans entrave et d'une manière qui renforce la confiance entre le peuple congolais, le Gouvernement et la MONUSCO.

En dernière analyse, l'Afrique du Sud considère que la protection des civils en République démocratique du Congo dépend de la stabilisation générale du pays. À cet égard, nous appelons à une approche plus dynamique par le biais de mécanismes tels que la Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation, afin de soutenir et de mettre en œuvre l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. L'Afrique du Sud exhorte le Conseil de sécurité à renouveler son appel à tous les signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour qu'ils s'acquittent des engagements qu'ils ont pris au titre dudit accord-cadre pour assurer une paix et une stabilité durables en République démocratique du Congo.

L'Afrique du Sud souligne également la nécessité de stratégies de désarmement, de démobilisation et de réintégration ainsi que d'un appui de la MONUSCO afin de prendre en compte l'environnement socioéconomique et les perspectives économiques des combattants démobilisés. Nous demandons qu'un soutien soit apporté au renforcement des compétences des personnes démobilisées afin de faciliter leur réinsertion et leur développement économique au sein des communautés.

L'Afrique du Sud continue d'appuyer une politique de tolérance zéro contre l'exploitation et les atteintes sexuelles. À cet égard, elle a institutionnalisé cette politique de tolérance zéro en l'inscrivant dans sa législation. Dans ce contexte, nous demandons que l'appui et les mécanismes nécessaires soient mis en place pour aider les victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles et leur permettre de signaler ces incidents.

L'Afrique du Sud encourage tous les pays et partenaires qui ont des intérêts économiques en République démocratique du Congo à veiller à ce que les ressources

naturelles du pays soient utilisées pour le développement et au profit du peuple congolais.

M^{me} Wronecka (Pologne) : Je voudrais tout d'abord remercier vivement M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général, de son exposé très clair. Je remercie également M^{me} Anny Tenga Modi de son intervention.

Dans mon discours, je voudrais me concentrer sur trois questions : premièrement, le processus politique; deuxièmement, la sécurité et la situation humanitaire; et troisièmement, le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

En ce qui concerne le processus politique, malgré les faiblesses du processus électoral, nous espérons que le nouveau Président et le nouveau Gouvernement feront preuve de leur engagement à mener les réformes nécessaires et œuvreront en faveur du développement inclusif et durable de leur pays. Si tel est le cas, les historiens qualifieront les élections récentes comme un tournant important dans l'histoire de ce pays. Sinon, ces élections seront considérées comme une nouvelle déception pour la société congolaise qui s'est massivement prononcée pour le changement. Les attentes de la société sont très élevées et le nouveau Président ainsi que le nouveau Gouvernement font face à de nombreux défis. Ces aspirations ne peuvent être réalisées que par des réformes institutionnelles, sociales et économiques profondes.

La Pologne se félicite des déclarations faites par le Président Tshisekedi prononcées à l'occasion des 100 premiers jours de son mandat, notamment celles qui concernent la libération des prisonniers politiques, le respect et la promotion des droits de l'homme et des bons offices, la lutte contre la corruption et le renforcement des bonnes relations avec la région. Nous saluons également la décision de rouvrir la Maison Schengen dans la capitale du pays.

La Pologne se félicite du fait que, malgré les préoccupations signalées et sans aucun doute justifiées concernant la tenue et la transparence du processus électoral, les candidats qui remettent en question ses résultats ont utilisé des recours juridiques et que la situation dans le pays reste globalement calme. Nous considérons que les prochaines élections dans les villes de Beni et Butembo, au Nord-Kivu, et de Yumbi dans la province de Mai-Ndombe, ainsi que les élections locales, seront une continuation positive de la transition institutionnelle. Il est essentiel que tous les citoyens, notamment les plus

vulnérables, comme les femmes et les personnes handicapées, puissent participer au scrutin en toute sécurité.

S'agissant des conditions de sécurité et de la situation humanitaire, les tensions et atteintes associées à des rumeurs qui pèsent sur les relations entre les communautés et le manque de transparence des processus décisionnels constituent une menace pour la société. Nous espérons qu'il sera procédé à une enquête dans l'affaire des événements tragiques de décembre 2018 à Yumbi et que les coupables seront traduits en justice.

Dans le même temps, nous sommes profondément préoccupés par l'épidémie d'Ebola qui continue dans l'est du pays. La Pologne condamne fermement les attaques incessantes contre les travailleurs humanitaires, le personnel médical, les hôpitaux et autres établissements médicaux. Nous appelons toutes les parties sur le terrain à créer les conditions nécessaires permettant l'acheminement de l'aide humanitaire en toute sécurité et nous appelons à assurer l'accès aux zones touchées par l'Ebola.

Malgré les efforts déployés jusqu'à présent, les agissements des groupes étrangers et nationaux dans l'est et le sud du pays impactent fortement la situation sécuritaire. Nous nous félicitons des signaux encourageants que nous avons reçus après les élections de la part de plusieurs groupes armés, démontrant leur volonté de joindre le programme de désarmement, démobilisation et réintégration qui est censé constituer l'axe des efforts de stabilisation de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo.

Indépendamment de ce qui précède, la Pologne souligne la nécessité d'engager la responsabilité des personnes accusées de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres violations graves du droit international. Les institutions de l'État sont responsables d'assurer la sécurité des citoyens. Il convient de considérer qu'il est prioritaire de régler le problème que constitue le fait que la plupart des violations des droits de l'homme et des cas d'exploitation sexuelle sont commis par des représentants des États.

Concernant la stratégie de sortie, malgré la prise de mesures importantes en vue de stabiliser la République démocratique du Congo, il est clair qu'il reste beaucoup à faire. Il convient d'adapter la MONUSCO à la réalité post-électorale. La Pologne considère que la Mission devrait traiter comme prioritaire une approche globale de la protection de la société civile. Dans le même temps, nous estimons qu'il est nécessaire que la

MONUSCO engage un processus de soutien à la transformation politique et de renforcement du pouvoir de l'État à tous les niveaux.

Quoi qu'il en soit, tous les efforts de l'ONU en République démocratique du Congo nécessiteront une bonne coopération avec le Gouvernement. Nous sommes d'avis que le Conseil de sécurité devrait donner quelques mois aux nouvelles autorités pour définir leur agenda et démontrer la volonté de coopérer étroitement avec l'ONU en vue de stabiliser le pays. En outre, nous invitons le Secrétaire général à présenter au Conseil de sécurité une évaluation stratégique indépendante de la Mission, y compris des propositions d'objectifs clefs concernant l'engagement futur de l'Organisation des Nations Unies sur le terrain.

Qu'il me soit permis d'exprimer de nouveau notre reconnaissance à M^{me} Leïla Zerrougui et à toute l'équipe de la MONUSCO pour leurs efforts inlassables en faveur du soutien à la stabilité en République démocratique du Congo. La Pologne espère que les autorités coopéreront de manière constructive avec la Mission en vue de consolider les succès importants déjà obtenus et de créer les fondements d'une paix, d'une stabilité et d'un développement durables.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation félicite M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), pour la qualité de son exposé sur la situation en République démocratique du Congo. Nous remercions également M^{me} Anny Tenga Modi, membre de la société civile, pour son intervention instructive.

La Côte d'Ivoire note avec satisfaction l'environnement sociopolitique et sécuritaire globalement stable en République démocratique du Congo deux mois après les élections présidentielle, législatives et provinciales. Elle se réjouit de cette dynamique positive, qui sera sans aucun doute renforcée par les mesures prises par le Président Felix Tshisekedi, notamment la libération de près de 700 détenus, qui contribuera à l'apaisement et à l'instauration d'un environnement sociopolitique favorable à la consolidation de la paix; l'intensification des efforts diplomatiques en vue de la restauration de la confiance et du renforcement de la coopération entre la République démocratique du Congo, les pays voisins et la communauté internationale; et la reprise du dialogue avec les acteurs nationaux et internationaux.

À cet égard, mon pays exhorte la communauté internationale, notamment l'ONU, l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe, à continuer de soutenir les nouvelles autorités et le peuple congolais en vue de consolider la paix et la stabilité dans ce pays.

La stabilité post-électorale en République démocratique du Congo nous fonde à croire que l'amélioration de la situation sécuritaire dans l'est du pays reste possible. Mon pays invite les groupes armés opérant sur le territoire congolais, notamment ceux de la région du Kasai et des provinces du Tanganyika et de l'Ituri, à s'inscrire définitivement dans un processus d'apaisement, à cesser toute activité déstabilisatrice et à s'engager résolument dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration en cours. Elle appelle également à un renforcement de la coopération entre la MONUSCO et les Forces armées de la République démocratique du Congo, ainsi qu'à la poursuite des opérations militaires conjointes des deux forces, indispensable à la neutralisation de ces groupes armés.

En dépit des progrès enregistrés sur les plans sociopolitique et sécuritaire, mon pays note avec préoccupation la détérioration de la situation humanitaire dans l'est du pays. En effet, l'UNICEF dénombre environ 260 000 enfants dans la région du Kasai souffrant de malnutrition aiguë sévère et ayant besoin d'un traitement vital. Cette situation est exacerbée par le retour d'Angola d'au moins 300 000 Congolais, retour qui exerce une pression supplémentaire sur les centres de santé, les écoles et autres services sociaux de base existants. Aussi mon pays appelle-t-il la communauté internationale à soutenir les efforts de l'UNICEF en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Ma délégation est d'avis que la MONUSCO devrait procéder au redéploiement de ses troupes et moyens en vue de mieux se consacrer aux foyers de violences et de poursuivre le processus de stabilisation en République démocratique du Congo. À cet effet, la Côte d'Ivoire appuie pleinement les recommandations du Secrétaire général en faveur du renouvellement du mandat de la MONUSCO.

Pour conclure, ma délégation salue l'engagement continu de M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général, de l'ensemble du personnel de la MONUSCO, ainsi que des agences des Nations Unies,

pour le renforcement de la paix de la sécurité et de la stabilité sur l'ensemble du territoire congolais.

M^{me} Hidalgo (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, ma délégation remercie M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), de l'exposé qu'elle nous a présenté. Nous saluons ses bons offices durant le difficile processus post-électorale et la transition politique. Nous l'invitons à continuer d'aider le peuple congolais à consolider la paix, la stabilité et le développement économique. Nous tenons également à remercier M^{me} Anny Tenga Modi, Directrice exécutive et cofondatrice de l'organisation non gouvernementale Afia Mama et initiatrice du Mouvement des jeunes dirigeantes de la République démocratique du Congo, de nous avoirs rejoints aujourd'hui et de nous avoir fait part de ses éclairages et de ses recommandations sur la question des femmes et sur ce qui doit changer pour qu'elles bénéficient de possibilités accrues.

Nous félicitons une nouvelle fois le peuple congolais pour la maturité politique dont il a fait preuve s'agissant de l'installation d'organes législatifs, des procédures devant la Cour d'appel concernant les résultats des élections et de la coexistence pacifique avec les autorités élues. Nous espérons que l'élection au suffrage indirect des sénateurs, des gouverneurs et des vice-gouverneurs, ainsi que la tenue des élections qui avaient été retardées dans la ville de Beni (province du Nord-Kivu) et dans le territoire de Yumbi se dérouleront de manière pacifique et transparente.

Nous comprenons que la situation en matière de sécurité reste tendue en raison de la poursuite des conflits entre les communautés, des activités déstabilisatrices des groupes armés et des opérations militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo contre ces groupes. Les affrontements dans l'est de la République démocratique du Congo, notamment les attaques perpétrées par les Forces démocratiques alliées contre les forces nationales de sécurité, les civils et la MONUSCO, ainsi que les activités de ces groupes armés étrangers et des groupes armés locaux continuent de provoquer l'insécurité et le déplacement de milliers de personnes. La présence de ces groupes et éléments armés constitue une grave menace pour les civils ainsi qu'un défi majeur pour les autorités. Il est temps que les autorités congolaises, les pays touchés de la région et la communauté internationale mettent en œuvre des

stratégies régionales pour éliminer les groupes armés et mettre un terme aux déplacements internes incessants et à la souffrance de la population civile.

Nous exhortons les autorités à concrétiser l'intention exprimée de collaborer avec la MONUSCO pour définir une procédure de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Dans le cadre de ces plans de réintégration, nous devons prendre en considération les besoins des jeunes touchés par les conflits armés, en investissant dans le renforcement des capacités des jeunes pour répondre aux besoins du marché du travail par des possibilités éducatives adaptées et conçues de façon à promouvoir une culture de la paix. Nous pensons que l'efficacité des programmes de collecte d'armes et de désarmement, démobilisation et réintégration dépend de l'offre de possibilités durables aux ex-combattants et de la capacité des institutions étatiques d'instaurer un climat dans lequel les populations puissent se sentir en sécurité, comme le prévoit la résolution 2220 (2015).

Nous ne pouvons pas oublier la situation humanitaire engendrée par ces conflits. Selon le rapport du Secrétaire général sur la MONUSCO (S/2019/218), près de 13 millions de personnes ont besoin d'aide et de protection en République démocratique du Congo. En outre, d'après le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, plus de 250 000 enfants dans la région du Kasaï ainsi que des milliers d'autres ayant fui avec leurs familles vers les provinces voisines souffrent de malnutrition sévère et aiguë et nécessitent une attention urgente. Nous exhortons les donateurs à honorer leurs engagements afin de combler le déficit de financement.

Cette crise humanitaire généralisée pourrait conduire à l'apparition d'épidémies. La République dominicaine est particulièrement préoccupée par le virus Ebola. Plus de 500 personnes sont déjà mortes à cause d'Ebola, et des centaines d'autres ont été touchées par cette maladie. L'insécurité, les attaques des groupes armés contre les centres de traitement et le manque d'accès des autorités sanitaires et humanitaires aux zones touchées par le virus Ebola ont compliqué le suivi des nouveaux cas de contagion et d'autres aspects de la réponse humanitaire. Cette situation met en danger la santé des personnes touchées et augmente le risque de propagation du virus à d'autres villes.

À cet égard, la République dominicaine condamne et déplore les récentes attaques perpétrées contre le personnel humanitaire, en particulier le personnel médical. Nous soulignons que toutes les parties au conflit sont appelées à respecter le droit international

humanitaire afin de permettre au personnel médical d'accéder pleinement, en toute sécurité, immédiatement et sans entrave aux zones touchées. Nous félicitons le Gouvernement et le système des Nations Unies, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, des efforts qu'ils déploient pour éradiquer cette maladie dans des conditions aussi difficiles.

En ce qui concerne la protection des civils et des droits de l'homme, nous saluons la décision du nouveau Président de la République démocratique du Congo, Félix Tshilombo Tshisekedi, de gracier quelque 700 prisonniers politiques et d'arrêter 15 personnes dans le cadre du massacre de plus de 800 personnes dans l'ouest du pays. Les menaces que les affrontements entre les forces armées congolaises et les groupes armés continuent de faire peser sur la vie et le bien-être des populations civiles sont toutefois alarmantes.

Tout en saluant l'action menée par la MONUSCO pour prévenir les attaques contre les populations civiles dans le pays et y réagir rapidement, nous pensons qu'il faut continuer de renforcer les dispositifs d'alerte rapide dans les zones les plus vulnérables. Dans ce contexte, il est opportun de signaler la vulnérabilité particulière des femmes et des enfants, qui continuent d'être touchés de manière disproportionnée. C'est pourquoi nous estimons essentiel de travailler avec le Gouvernement pour élaborer une stratégie et mettre en œuvre un plan d'action visant à mettre fin aux violences sexuelles commises par les forces armées et les groupes armés et à les prévenir.

Les faits que nous venons de signaler, ainsi que les violations récurrentes des droits de l'homme en République démocratique du Congo, ne doivent pas rester impunis. Il faut redoubler d'efforts pour poursuivre les auteurs de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, sans privilèges ni exceptions. La MONUSCO se doit de continuer à promouvoir le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme et à veiller à ce que les responsables soient traduits en justice et à ce que les victimes obtiennent des réparations appropriées.

Enfin, nous voyons d'un bon œil les consultations menées par la MONUSCO avec le Gouvernement sur sa présence et ses priorités futures, conformément aux recommandations issues de l'examen stratégique de la MONUSCO effectué en 2017 et au mandat de la Mission durant la période postélectorale. Il est essentiel que toute modification ou adaptation de la MONUSCO soit fondée sur une évaluation stratégique rigoureuse

de la situation politique et de la situation en matière de sécurité et de respect des droits de l'homme, axée sur le renforcement et la consolidation des acquis et sur une exécution efficace et efficiente du mandat.

Nous félicitons la MONUSCO pour l'action qu'elle mène. Nous espérons que cette nouvelle période de la vie politique de la République démocratique du Congo sera caractérisée par le respect absolu des droits de l'homme, consolidant ainsi la paix, l'état de droit, la démocratie et la croissance socioéconomique en République démocratique du Congo.

M. Duclos (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la convocation de la présente séance et des exposés fort éclairants de la Représentante spéciale Leïla Zerrougui et de M^{me} Anny Tenga Modi, Directrice exécutive d'Afia Mama.

Le Pérou salue les premières mesures prises par le Gouvernement du Président Félix Tshilombo Tshisekedi pour instaurer la décrispation politique nécessaire dans le pays, en particulier la grâce de 700 prisonniers politiques, dont beaucoup avaient été arrêtés avant les élections de décembre dernier, et l'accord pour le retour du représentant de l'Union européenne à Kinshasa. Nous voyons également d'un bon œil l'engagement pris par le Gouvernement de lutter contre la corruption et de renforcer la présence de l'État sur l'ensemble du territoire, ainsi que les progrès réalisés en vue de permettre la tenue des élections qui avaient été retardées dans les villes de Beni et de Yumbi. Nous pensons que ces efforts, qui visent à consolider la réconciliation dans le pays, sont des conditions préalables indispensables pour relever les défis majeurs auxquels la société congolaise reste confrontée.

Nous sommes préoccupés par l'insécurité dans différentes parties du pays, principalement dans les régions du Kivu, du Kasai et du Tanganyika, en raison de la présence de nombreux groupes armés et aussi de la poursuite des violences intercommunautaires.

À cela s'ajoute la situation humanitaire critique qui règne dans le pays, où près de 13 millions de personnes continuent d'avoir besoin d'assistance et de protection, et qui est aggravée par les millions de déplacés et de réfugiés congolais dans des pays tiers.

De même, nous jugeons alarmante la poursuite de la propagation du virus Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo. Nous sommes convaincus que le troisième plan d'intervention stratégique établi par le Ministère de la santé, avec l'appui technique de

l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et d'autres organismes des Nations Unies, permettra de contrôler enfin la crise générée par ce fléau.

Nous saluons à cet égard le travail courageux et les sacrifices des fonctionnaires du Gouvernement, de l'OMS, de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et des organismes humanitaires qui, malgré des conditions de sécurité difficiles, réalisent sur le terrain un travail extraordinaire de prévention via une campagne de vaccination et d'aide humanitaire à la population. Ces efforts doivent continuer d'être appuyés par la communauté internationale dans son ensemble.

D'autre part, la volonté, déjà évoquée, d'instaurer un climat de confiance et de sérénité parmi la population ne peut se concrétiser si, dans le même temps, des mesures ne sont pas prises pour défendre et promouvoir les droits de l'homme, en particulier les droits de ceux qui sont constamment confrontés à la violence sexuelle. Nous saluons les efforts déployés à cet égard, comme l'a dit M^{me} Tenga Modi, mais ceux-ci doivent être complétés par des mesures fermes destinées à lutter contre l'impunité, grâce à l'ouverture d'enquêtes transparentes et impartiales qui permettent de traduire en justice les responsables de ces crimes atroces. À cet égard, nous voudrions saluer l'action menée par la MONUSCO pour établir des mesures efficaces, l'objectif étant de lutter contre le recrutement d'enfants, garçons et filles, par les groupes armés.

Pour terminer, j'exprime notre plein appui au rôle crucial que joue la MONUSCO dans le pays, en particulier dans la protection des civils et la défense des droits de l'homme, ainsi qu'aux efforts qu'elle déploie pour aider à y instaurer une plus grande stabilité et une paix durable. J'appuie pleinement aussi la prorogation de son mandat.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine remercie M^{me} Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général, de son exposé. Nous avons aussi écouté l'exposé de M^{me} Modi, Directrice exécutive de Afia Mama.

À la fin de l'année dernière, la République démocratique du Congo a tenu avec succès des élections présidentielle et législatives, qui ont permis un transfert sans heurts des pouvoirs. Présentement, la situation en République démocratique du Congo demeure stable. Le Président Tshilombo Tshisekedi s'emploie activement à former un nouveau gouvernement, à améliorer

la gouvernance, à renforcer les capacités en matière de sécurité, et à promouvoir le développement économique et social. Dans des régions comme les Kasaï, les milices et les groupes armés s'engagent de leur plein gré dans le processus de désarmement.

La Chine salue ces faits positifs et félicite le Gouvernement de la République démocratique du Congo et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de leurs efforts, qui attestent pleinement de la volonté et de la capacité du Gouvernement et du peuple de la République démocratique du Congo de régler leurs propres problèmes par leurs propres efforts. Dans l'intervalle, la République démocratique du Congo se heurte encore à des défis s'agissant de la sécurité, de la situation humanitaire, de l'épidémie d'Ebola et du développement, entre autres. C'est pourquoi la communauté internationale doit concentrer son assistance sur les trois priorités suivantes.

Premièrement, pour démontrer son plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo, la communauté internationale se doit d'appuyer l'appropriation et le leadership du Gouvernement dans la gestion des affaires, et elle doit, entre autres choses, renforcer sa communication avec le Gouvernement et aider le pays à relever ses défis humanitaire, sécuritaire et de développement. L'essentiel à présent, c'est d'aider la République démocratique du Congo à renforcer ses capacités en matière de sécurité et d'appuyer les efforts que déploie le Gouvernement aux fins du maintien de la paix et de la sécurité.

Deuxièmement, la communauté internationale se doit de continuer d'aider l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et d'autres organisations régionales et sous-régionales à jouer leurs rôles pour faciliter un engagement accru entre les parties et le Gouvernement afin de promouvoir la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Afin de contribuer conjointement à la réalisation de la paix et de la stabilité dans le pays et la région dans son ensemble, les partenaires internationaux doivent contribuer aux efforts visant à garantir que les groupes armés en République démocratique du Congo renoncent à leur

option militaire et règlent plutôt leurs problèmes par le dialogue et la consultation.

Troisièmement, pour continuer à fournir l'assistance humanitaire et économique dont a besoin le Gouvernement de la République démocratique du Congo, les partenaires internationaux doivent accroître leurs contributions dans les domaines de l'éducation, de la santé, des infrastructures, et autres afin d'aider le pays à créer davantage de perspectives d'emploi, à améliorer les moyens de subsistance et à relancer le développement socio-économique. Nous espérons que des organismes tels le Programme des Nations Unies pour le développement et la Commission de consolidation de la paix pourront jouer un plus grand rôle. La communauté internationale doit continuer de répondre activement à la demande par la République démocratique du Congo d'une assistance humanitaire, appuyer les activités de l'Organisation mondiale de la Santé et du Comité international de la Croix-Rouge, et aider à contenir l'épidémie d'Ebola.

La présence de la MONUSCO est actuellement d'une importance capitale pour la paix et la stabilité en République démocratique du Congo. La Chine est favorable à la prorogation du mandat de la Mission. Nous espérons que la MONUSCO pourra poursuivre ses activités conformément à son mandat en vue d'aider le pays à rétablir la paix et la stabilité et à réaliser le développement. Nous espérons que le Secrétariat, le Gouvernement de la République démocratique du Congo et les pays fournisseurs de contingents pourront œuvrer de concert, procéder à une évaluation opportune à la lumière des faits survenus et proposer des ajustements au mandat de la MONUSCO afin de garantir un transfert ordonné et graduel des responsabilités en matière de sécurité de la Mission aux forces de sécurité de la République démocratique du Congo. La Chine est prête à œuvrer avec l'ensemble de la communauté internationale pour continuer d'appuyer les efforts de la République démocratique du Congo visant à réaliser rapidement la paix, la stabilité et le développement.

M. Clay (Royaume-Uni (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général, et M^{me} Anny Tenga Modi, Directrice exécutive de Afia Mama, de leurs exposés riches en informations de ce matin. Je vais axer mon intervention sur quatre domaines : les droits de l'homme, la situation politique, la situation humanitaire et la Mission de l'Organisation

des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Aider les victimes de violence sexuelle et sexiste est une priorité du Royaume-Uni en République démocratique du Congo. Nous sommes heureux de l'occasion qui nous est donnée d'entendre l'exposé fait ce matin par M^{me} Tenga Modi, dont l'organisation non gouvernementale effectue un travail crucial pour autonomiser les femmes, en particulier celles qui ont été victimes de violence.

Dans ce contexte, je voudrais parler brièvement d'un projet que le Royaume-Uni a aidé à financer dans 15 villages dans la région de l'Ituri, dont l'objectif est de contester l'acceptation sociale de la violence faite aux femmes et aux filles. En deux années seulement, le pourcentage de femmes ayant été victimes de violence conjugale est tombé de 69 à 29 % et celui des hommes ayant indiqué avoir été auteurs de violence conjugale de 68 à 24 % au cours de la même période. Ces résultats montrent qu'il est possible de remédier efficacement à la violence sexuelle et sexiste, même dans des contextes de conflit. Le Royaume-Uni reste préoccupé par le fait que le viol, à grande échelle notamment, continue d'être utilisé comme une arme de guerre par les groupes armés et les acteurs étatiques. Le Royaume-Uni condamne tous les actes de violence sexuelle et sexiste, y compris la violence sexuelle liée à un conflit. Nous demandons au nouveau Gouvernement d'honorer l'engagement qu'il a pris de traduire en justice les auteurs de violence sexuelle et sexiste et d'autres atteintes aux droits de l'homme.

Ce matin, plusieurs autres délégations ont parlé de la situation à Yumbi. Le Royaume-Uni est profondément préoccupé par les violences qui ont eu lieu sur le territoire de Yumbi en décembre 2018. Le dernier rapport du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo indique que 890 personnes ont été tuées et des milliers ont été déplacées. Nous faisons écho à ce qu'a dit la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, M^{me} Michelle Bachelet. Nous condamnons cette violence et demandons que les auteurs de ces crimes atroces soient rapidement traduits en justice. Notre ambassade en République démocratique du Congo a fait part de ses préoccupations aux autorités de la région et aux représentants locaux des Nations Unies.

Le Royaume-Uni demeure préoccupé par les anomalies signalées dans les résultats officiels des élections présidentielle, législatives et provinciales. La

poursuite des efforts pour accroître la transparence et le dialogue inclusif avec les partis politiques reste essentielle, tandis que le processus électoral en République démocratique du Congo doit encore se poursuivre avec la tenue d'élections locales à la fin de 2019 et en 2020.

Il est clair que les Congolais ont voté pour le changement. Le Royaume-Uni prendra contact avec le Président Tshilombo Tshisekedi et son équipe pour comprendre les plans qu'ils ont mis au point pour améliorer la stabilité et la prospérité en République démocratique du Congo. Une République démocratique du Congo stable et prospère est vitale pour les Congolais, la région et le reste de la communauté internationale.

Quant à l'épidémie d'Ebola, le Royaume-Uni se félicite de la riposte adoptée à ce jour, en particulier au vu de l'environnement difficile dans lequel opère le personnel humanitaire et sanitaire. Nous déplorons les récentes attaques contre les centres de traitement de l'Ebola et contre les personnes qui luttent contre cette épidémie. Nous exhortons à nouveau toutes les parties au conflit armé à respecter pleinement le droit international et à autoriser un accès intégral, sûr, immédiat et sans entraves au personnel humanitaire et médical. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo vient de présenter son plan d'intervention stratégique contre l'épidémie à virus Ebola pour la période allant jusqu'à la fin de juillet. Il est essentiel que la communauté internationale se mobilise pour appuyer la République démocratique du Congo afin de venir à bout de cette épidémie le plus rapidement possible. Le Royaume-Uni apporte d'importantes contributions à ce plan et exhorte les autres pays à faire de même.

Enfin, à l'approche du renouvellement du mandat de la MONUSCO, le Royaume-Uni convient que le moment est venu pour la Mission de se recentrer sur une stratégie de sortie. Il nous incombe à tous de garantir un retrait responsable et viable de la MONUSCO. Par conséquent, il faudra procéder à un examen stratégique pleinement consultatif de la Mission avant que le Conseil ne se prononce sur la forme que prendra le retrait de la MONUSCO.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement M^{me} Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), de son excellent exposé. Je remercie également M^{me} Anny Tenga Modi, Directrice exécutive d'Afia Mama, de son exposé.

Avant de commencer ma déclaration, je voudrais exprimer mes condoléances les plus sincères au Gouvernement de la République démocratique du Congo et aux familles des victimes de l'accident du train de marchandises dans le Kasaï, qui a fait de nombreux morts et plusieurs blessés, à qui nous adressons nos vœux de prompt rétablissement. Je voudrais également exprimer mes condoléances à la suite de la catastrophe naturelle qui a fait de nombreuses victimes dans des États de l'Afrique méridionale, notamment le Mozambique et le Zimbabwe, ainsi qu'en Indonésie. Nous présentons nos condoléances les plus sincères aux familles des victimes.

Je voudrais me concentrer sur trois questions principales dans ma déclaration : premièrement, la situation politique; deuxièmement, la situation en matière de sécurité; et troisièmement, la situation humanitaire.

Premièrement, s'agissant de la situation politique, je voudrais commencer par les observations formulées à la fin du rapport du Secrétaire général (S/2019/218) publié le 7 mars, selon lesquelles la tenue des élections et la passation sans heurt du pouvoir, marquée par l'investiture de Félix Tshisekedi comme Président de la République démocratique du Congo, constituent un moment charnière dans l'histoire du pays et dans l'application de l'Accord du 31 décembre 2016. En effet, depuis le début de l'année 2018, la situation politique en République démocratique du Congo a été marquée des évolutions positives, comme l'a indiqué M^{me} Zerrougui jeudi, dans son exposé durant la réunion avec les pays fournisseurs de contingents et de personnel de police (voir S/PV.8483). Nous espérons que ces évolutions positives se poursuivront et aboutiront à la stabilisation du pays sur le plan politique, économique et de la sécurité.

Nous voudrions exprimer notre satisfaction concernant les visites officielles effectuées par le Président Tshisekedi dans les États voisins pour discuter de questions d'intérêt commun et renforcer les partenariats entre les États de la région. Nous nous félicitons également de son engagement, exprimé à plusieurs reprises depuis son investiture, à œuvrer à l'instauration de la paix, de l'état de droit et de la démocratie en République démocratique du Congo. Il a fait sa dernière déclaration à cet égard lors de la trente-deuxième Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui s'est tenue à Addis-Abeba. Nous nous félicitons également de l'appui apporté par l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Conférence internationale de

la région des Grands Lacs et tous les partenaires internationaux pendant les élections. Nous espérons que cet appui se poursuivra à l'avenir et que le Gouvernement de la République démocratique du Congo profitera de cette période importante pour renforcer sa coopération et ses partenariats avec les organisations régionales et internationales, ainsi qu'avec les États de la région des Grands Lacs, afin de garantir la stabilité et l'intégration économique.

Nous appelons en outre toutes les parties prenantes congolaises à maintenir l'esprit qui a marqué la période des élections et de l'annonce des résultats officiels, en s'abstenant de recourir à la violence et en continuant d'avancer sur la voie de la reconstruction et du développement afin de préserver les progrès accomplis.

Deuxièmement, en ce qui concerne la situation en matière de sécurité, malgré des améliorations relatives pendant les élections et après l'annonce des résultats, la violence et les conflits armés continue de sévir dans un certain nombre de régions, notamment dans l'est du pays et plus précisément au Nord-Kivu, où nous avons été témoins d'une escalade des affrontements armés, qui a eu des incidences directes sur la vie des civils. Nous appelons toutes les parties à mettre un terme à ces activités, à épargner la vie des civils et à préserver la paix et la stabilité. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le personnel et les forces de la MONUSCO pour contrer les attaques armées et protéger les civils. Nous nous félicitons également de la décision prise par certains groupes armés de déposer les armes et se réintégrer dans leurs communautés. Nous appelons les autres groupes armés à déposer également les armes et à coopérer avec le Gouvernement congolais. Le Gouvernement doit mettre en place des programmes adéquats pour réintégrer dans leurs communautés ceux qui ont déposé les armes.

Troisièmement, la situation humanitaire est très préoccupante en raison de la poursuite des combats entre les groupes armés. Au total, 13 millions de personnes ont encore besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Des épidémies, notamment le choléra, la rougeole et l'épidémie à virus Ebola, continuent de faire des ravages dans certaines régions, comme le Nord-Kivu et l'Ituri. Selon le rapport, le nombre de cas signalés de l'épidémie à virus Ebola a atteint 859, dont 536 décès, ce qui porte le taux de létalité à 62 %.

Nous saluons les efforts déployés par le Ministère congolais de la santé, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour lutter

contre le virus Ebola. Nous nous félicitons également du plan d'intervention stratégique – le troisième du genre – du 13 février, établi par le Ministère de la santé, avec l'appui technique de l'OMS et des organismes des Nations Unies, qui porte sur une période de six mois. Nous espérons que le virus sera éradiqué dans les prochains mois.

Nous sommes également préoccupés par le fait qu'environ 13 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en République démocratique du Congo, dont 4,3 millions d'enfants qui souffrent de malnutrition aiguë en raison de la poursuite des affrontements armés. À cet égard, nous voudrions rappeler le conflit ethnique entre les communautés banunu et batende dans le territoire de Yumbi, qui a fait 535 morts.

Alors que nous parlons de violences et de meurtres, deux années se sont écoulées depuis l'assassinat, le 12 mars 2017, de Zaida Catalán et de Michael Sharp, membres du Groupe d'experts du Conseil. Nous exhortons le Gouvernement congolais à identifier les auteurs de ces crimes et à les traduire en justice dans les meilleurs délais, et à coopérer avec le mécanisme mis en place par le Secrétaire général à cette fin.

Pour terminer, je voudrais remercier à nouveau M^{me} Leïla Zerrougui et tout le personnel de la MONUSCO pour leurs efforts inlassables et leur appui sans faille à la République démocratique du Congo. Nous attendons avec intérêt le début des discussions sur le projet de résolution relatif à la prorogation du mandat de la MONUSCO, qui sera distribué aux membres du Conseil par la France en sa qualité de rédacteur, en vue de son adoption avant la fin du mois. Nous appuyons les recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général relatives à la prorogation du mandat.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : D'emblée, je voudrais me joindre à mon frère koweïtien pour présenter nos condoléances les plus sincères au peuple et au Gouvernement de la République démocratique du Congo à la suite du tragique accident de train survenu dans le Kasaï. Je remercie également mon frère koweïtien de ses condoléances à la suite de la catastrophe naturelle qui a frappé récemment l'est de l'Indonésie, ainsi que d'autres régions du monde.

Par ailleurs, je voudrais remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leïla Zerrougui, de son exposé important. Les informations actualisées qu'elle a présentées sont enrichies par sa vaste

expérience en République démocratique du Congo. Nous saluons les efforts inlassables qu'elle déploie pour permettre à l'ONU de contribuer efficacement à la paix et à la stabilité dans le pays.

À l'instar des autres orateurs, je tiens à remercier M^{me} Anny Tenga Modi, Directrice exécutive d'Afia Mama. La déclaration de M^{me} Modi sur la participation des femmes aux efforts de consolidation de la paix en République démocratique du Congo apporte au Conseil des perspectives utiles sur la marche à suivre en ce qui concerne ce pays. J'estime que nous ne pouvons pas dissocier le transfert pacifique du pouvoir en République démocratique du Congo du rôle que les femmes jouent à cet égard. Durant les réunions de la Commission de la condition de la femme qui se sont tenues la semaine dernière, on nous a constamment rappelé l'importance du rôle que jouent les femmes dans le maintien de la paix et de la sécurité, et nous applaudissons évidemment au travail qu'accomplit M^{me} Modi.

Le rapport du Secrétaire général du 7 mars (S/2019/218) donne matière à réfléchir. L'Indonésie est prête à collaborer avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo pour l'avenir du pays. Je vais maintenant mettre l'accent sur trois questions pertinentes, qui sont, premièrement, les progrès accomplis en République démocratique du Congo; deuxièmement, le rôle de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO); et troisièmement, la fourniture de ressources à la MONUSCO.

S'agissant du premier point, je fais écho au Secrétaire général, qui a dit que le transfert pacifique du pouvoir en République démocratique du Congo a marqué un tournant dans l'histoire du pays. À l'instar des autres délégations, nous nous sommes félicités de la conduite pacifique de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, et nous espérons que les élections locales à venir se dérouleront dans les mêmes conditions. L'heure est à la réconciliation et à l'édification d'un pays prospère, et il me semble que le peuple congolais aspire à la paix, à la stabilité et à la croissance. Nous saluons également l'appui fourni par les partenaires régionaux et sous-régionaux et leur volonté de continuer à s'investir dans le processus postélectoral.

Néanmoins, nous constatons qu'il reste beaucoup à faire, comme l'a également souligné la Représentante spéciale du Secrétaire général. Nous devons veiller au bon déroulement des élections retardées à Beni, Butembo et Yumbi, qui sont désormais prévues pour

la fin du mois. Nous devons œuvrer au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration des membres des groupes armés, et nous devons permettre au nouveau Gouvernement, une fois qu'il sera en place, de s'attaquer à un certain nombre de problèmes, notamment l'épidémie d'Ebola, et d'instaurer la bonne gouvernance. En ce qui concerne les progrès accomplis sur le terrain et les problèmes persistants, qui ont été mentionnés par M^{me} Zerrougui, notamment les attaques dans des régions du nord et contre des civils dans de nombreux endroits, il est clair que le rôle de la MONUSCO est plus important que jamais.

Deuxièmement, nous félicitons la MONUSCO du rôle qu'elle a joué dans le maintien de la paix durant le transfert du pouvoir en République démocratique du Congo. Nous l'exhortons à entretenir des relations étroites avec le nouveau Gouvernement pour être en mesure de lui apporter un concours efficace. Nous trouvons également encourageant que dans trois provinces – Kasai, Tanganyika et Ituri – les groupes armés ont manifesté leur volonté de déposer les armes et de les remettre à la MONUSCO. Nous estimons que cela représente une avancée importante dans ce domaine d'action de la MONUSCO. L'Indonésie est fière, aux côtés de l'Afrique du Sud, qui est également représentée dans cette salle, d'être un des principaux fournisseurs de contingents à la MONUSCO, avec plus de 1 000 soldats de la paix – 1 041 pour être exact, dont 28 femmes. Notre contribution comprend également un bataillon à déploiement rapide composé de 850 membres, demandé par le Secrétaire général, et c'est avec fierté que nous avons appris dans le rapport qu'en février, grâce à sa collaboration étroite avec les communautés locales, le bataillon indonésien à déploiement rapide a contribué au dépôt d'armes, de chargeurs et d'uniformes auprès de la MONUSCO par un groupe armé. Au-delà de la protection des civils, cette collaboration locale est un aspect important du maintien de la paix.

Ma troisième observation porte sur le fonctionnement et les ressources de la MONUSCO. Son budget adopté pour la période 2018-2019 s'élevait à 1,11 milliard de dollars. Il me semble qu'il s'agit du deuxième plus gros budget après celui de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud. Cependant, si nous examinons attentivement les chiffres, nous pouvons constater que les soldats de la paix de la MONUSCO ont de lourdes responsabilités. La MONUSCO, qui compte 17 000 soldats de la paix, est actuellement responsable de l'ensemble de la République démocratique du Congo, qui compte 84 millions d'habitants pour

une superficie de 2,34 millions de kilomètres carrés, soit une zone bien plus vaste que de nombreuses régions d'Europe. Cela signifie qu'en moyenne, le mandat confié à chaque soldat de la paix de la MONUSCO consiste notamment à protéger 4 941 personnes sur une surface de 137 kilomètres carrés.

Je cite ces données pour donner une perspective à notre débat sur le renouvellement du mandat. Les soldats de la paix de la MONUSCO restent confrontés à des menaces directes, et, à cet égard, je tiens à rendre hommage à tous nos soldats de la paix tombés au champ d'honneur. Il est indéniable que la Mission a besoin de ressources adéquates pour assurer la sécurité des soldats de la paix et s'acquitter efficacement de son mandat. Nous appuyons le plan en vue d'une stratégie de sortie et de la réduction progressive des effectifs de la MONUSCO, nous trouvons cependant préoccupant qu'une importante mission de maintien de la paix des Nations Unies telle que la MONUSCO soit priée de réduire ses capacités au plus fort de son action. La situation reste fragile. Nous devons continuer de faire fond sur les progrès accomplis à ce jour, et tant que les civils, en particulier, resteront des victimes, la MONUSCO sera plus nécessaire que jamais. Le mandat et les ressources doivent aller de pair. Le Conseil ne peut continuer de fonctionner dans un silo, et nous devons aborder la question des budgets de maintien de la paix avec l'Assemblée générale pour garantir l'exécution harmonieuse des mandats. D'autre part, une annonce de contribution au budget de maintien de la paix doit être suivie du versement de cette contribution. Il est grand temps de réexaminer les directives générales et les résolutions relatives au financement du maintien de la paix pour aider le Secrétariat à s'acquitter de son mandat à l'appui des opérations de maintien de la paix.

À l'approche du renouvellement du mandat de la MONUSCO, je réitère également l'importance que revêtent des consultations véritables avec les pays qui fournissent des contingents militaires et du personnel de police et le Gouvernement congolais. En fin de compte, le Gouvernement doit contrôler les activités relatives au maintien de la paix et de la stabilité dans le pays. Je souligne une fois de plus que nous sommes ici pour sauver des vies et pour protéger les faibles et les personnes dans le besoin. La paix est un luxe dont le peuple congolais est privé depuis beaucoup trop longtemps. Travaillons avec lui et son nouveau gouvernement à l'instauration d'une paix durable en République démocratique du Congo.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : En premier lieu, comme mes collègues l'ont fait avant moi, je présente mes condoléances au Gouvernement et au peuple congolais après la catastrophe ferroviaire qui s'est produite dans la province du Kasai, ainsi qu'aux pays africains touchés par le cyclone Idai. Nous pleurons également les victimes des terribles catastrophes naturelles qui ont frappé l'Indonésie, pays frère. Nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

Nous remercions la Représentante spéciale, M^{me} Zerrougui, de son exposé détaillé sur la situation en République démocratique du Congo et l'action de la présence des Nations Unies dans le pays. Nous avons écouté attentivement l'exposé de M^{me} Anny Tenga Modi.

Nous considérons l'élection présidentielle qui a eu lieu après de multiples reports comme un événement marquant de la vie politique de la République démocratique du Congo. Pour la première fois de l'histoire du pays, ses citoyens ont pu susciter un transfert pacifique du pouvoir à une opposition non armée et légale. Il est remarquable que ce scrutin longtemps attendu se soit déroulé dans une atmosphère calme et exempte de violations graves de l'ordre public. Nous nous félicitons que depuis le début de la difficile période postélectorale, toutes les forces politiques du pays ont recouru à des moyens exclusivement politiques pour exprimer leurs positions, et nous appelons le peuple congolais à continuer d'agir dans l'intérêt de la paix et à prendre des mesures pour prévenir toute forme de violence.

Nous sommes préoccupés par la persistance de la situation militaire et politique difficile dans les provinces de l'est du pays, ainsi que des attaques commises par des groupes illégaux, notamment les soi-disant Forces démocratiques alliées. La situation est également exacerbée par l'escalade des affrontements intercommunautaires et l'épidémie d'Ebola dans la région de Beni. Nous espérons que la lutte contre les groupes armés donnera les résultats nécessaires. Il importe également d'accomplir des progrès qualitatifs en ce qui concerne le désarmement, la démobilisation et la réinsertion sociale des ex-combattants. À cet égard, nous notons que les groupes armés dans la province du Kasai ont exprimé leur volonté de déposer les armes, et nous prenons note de la progression du processus de désarmement dans les provinces de l'Ituri et du Tanganyika. Nous nous associons à l'appel lancé par le Secrétaire général afin qu'on ne manque pas l'occasion qui se présente. Nous comptons également sur les autorités congolaises pour

mettre un frein à l'exploitation et l'exportation illégales des ressources minérales du pays.

Nous considérons que la MONUSCO doit poursuivre ses efforts et aider des autorités à normaliser la situation dans le pays durant la période post-électorale. Nous prenons note de l'approche constructive définie par le nouveau Président, M. Félix Tshilombo Tshisekedi, dans son interaction avec les Casques bleus. Dans le même temps, nous soulignons que toute ingérence de l'ONU dans les affaires intérieures de Kinshasa est inacceptable.

Pour notre part, nous sommes prêts à travailler de manière constructive au projet de résolution prorogeant le mandat de la MONUSCO. En sa qualité de membre du Groupe des Amis de la région des Grands Lacs, la Russie continuera à appuyer le processus de paix en République démocratique du Congo et la stabilisation de la région des Grands Lacs dans son ensemble.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la France.

Je voudrais commencer par associer ma voix à celle des orateurs précédents en exprimant les condoléances de la France à la République démocratique du Congo pour la terrible catastrophe qui s'est produite dans les Kasai, ainsi qu'à l'Indonésie pour les phénomènes naturels qui ont à nouveau endeuillé ce pays.

Je remercie chaleureusement la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Leïla Zerrougui, ainsi que M^{me} Anny Tenga Modi, pour leurs interventions très éclairantes. Il était essentiel, en effet, alors que le Conseil de sécurité s'apprête à renouveler le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), que nous puissions avoir une évaluation claire de la situation dans le pays, de la mise en œuvre de son mandat par la MONUSCO et des enjeux auxquels la République démocratique du Congo devra faire face dans les mois qui viennent.

La République démocratique du Congo a vécu un événement historique en janvier, la première alternance pacifique à la tête de l'État depuis l'indépendance du pays. Le Conseil de sécurité, qui a suivi le processus électoral de très près, a félicité le peuple congolais pour son comportement et son sens civique le jour de l'élection. Le Président Tshisekedi a, depuis son entrée en fonction, effectué plusieurs gestes forts dans le sens de l'apaisement et de la réconciliation nationale, de l'ouverture de l'espace politique, ainsi qu'en faveur du respect

du droit et des droits de l'homme en particulier. La libération en fin de semaine dernière de 700 prisonniers incarcérés pour des raisons politiques en est la dernière illustration. La France salue ces premières décisions importantes du Président Tshisekedi et encourage les nouvelles autorités de la République démocratique du Congo à poursuivre la mise en œuvre des engagements pris par le Président. De prochaines étapes dans la vie institutionnelle du pays doivent être franchies très prochainement et seront autant d'occasions de montrer les nouvelles orientations prises : les élections législatives et provinciales dans les zones qui n'ont pas pu voter en décembre, la formation du Gouvernement et, en début d'année prochaine, l'organisation des premières élections locales de l'histoire de la République démocratique du Congo. Comme l'a souligné M^{me} Modi, la participation des femmes dans le processus peut et doit être encore amélioré.

Le Président Tshisekedi s'est également engagé à travailler à mettre un terme aux conflits dont souffre le pays, à l'est en particulier, et aux affrontements intercommunautaires qui ont touché certaines régions récemment, en vue d'une cohabitation pacifique entre les différentes communautés de la République démocratique du Congo. Plusieurs groupes armés ont de leur côté fait part de leur volonté de déposer les armes. Plusieurs centaines de combattants l'ont déjà fait depuis le mois de janvier. Cette nouvelle donne est porteuse d'espoir, si, collectivement, nous faisons le nécessaire pour que ces miliciens puissent être désarmés et réintégrés correctement dans la vie civile et au sein de leurs communautés.

Sur tous ces aspects, la MONUSCO a un rôle important à jouer et je voudrais à nouveau saluer ici l'action exemplaire de M^{me} Zerrougui et de l'ensemble de ses équipes. Le Conseil a mandaté la MONUSCO pour protéger les civils et appuyer le Gouvernement dans la lutte contre les groupes armés. Avec une implication déterminée de la République démocratique du Congo et des pays de la région, dans le cadre d'une approche combinant pressions militaires, si nécessaire, et dialogue, l'objectif est bien la normalisation de la situation dans l'ensemble du pays.

Certains défis importants restent à régler. Plusieurs régions du pays continuent de souffrir de l'action prédatrice des groupes armés, congolais comme étrangers, financés par l'exploitation illégale des ressources naturelles. La France appelle la République démocratique du Congo comme l'ensemble des pays de la région à agir de manière concertée et déterminée pour

mettre fin à ces trafics et assécher les ressources qui permettent à ces groupes de poursuivre leurs exactions.

Certaines tensions communautaires dégénèrent parfois en violences extrêmement graves, comme cela a été le cas à Yumbi en décembre dernier, où des crimes contre l'humanité pourraient avoir été commis. La France appelle d'ailleurs les autorités congolaises à tout faire pour que les auteurs de ces crimes odieux soient jugés pour leurs actes. Il sera également capital que les nouvelles autorités puissent faire toute la lumière sur les violations des droits de l'homme commises pendant la période électorale.

Trop souvent, les violences sexuelles à l'égard des femmes restent utilisées comme arme de guerre, comme l'a rappelé M^{me} Modi. La France encourage les autorités congolaises à poursuivre les personnes responsables de ces exactions et à offrir le soutien nécessaire aux victimes.

L'épidémie d'Ebola continue de sévir dans l'est du pays et doit absolument être maîtrisée. Je tiens à saluer ici l'engagement exemplaire des autorités congolaises et des acteurs humanitaires, sous la coordination de l'Organisation mondiale de la Santé, dans la lutte contre cette épidémie, ainsi que l'appui apporté par la MONUSCO. Je voudrais à nouveau, au nom de la France, condamner fermement les attaques contre les personnels humanitaires qui viennent en aide aux malades et qui doivent continuer à recevoir notre plein soutien.

Tous les changements et défis que je viens de citer vont nécessiter que l'ONU adapte son engagement dans le pays et reconfigure ses modes d'action pour appuyer au mieux le retour à la paix et à la stabilité dans l'ensemble du territoire congolais. Cela nécessitera une reconfiguration de la MONUSCO également. C'est pourquoi la France proposera, dans le projet de résolution qu'elle soumettra dès ce début de semaine aux membres du Conseil pour renouveler le mandat de la Mission, la réalisation d'un examen stratégique de la MONUSCO. Dans l'esprit de l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général, il nous paraît, en effet, indispensable que le Conseil puisse s'appuyer sur une évaluation approfondie de la situation et des besoins afin de reconfigurer la MONUSCO d'ici cet automne et d'entamer une transition vers d'autres formes d'appui à terme. Cette reconfiguration devra naturellement être entreprise en étroite coordination avec les autorités congolaises, conformément aux engagements et aux priorités du Président Tshisekedi.

En 20 ans, la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo, puis la MONUSCO ont accompagné la République démocratique du Congo dans le redressement et la réunification nationale. L'alternance pacifique de janvier dernier montre qu'une étape supplémentaire a été franchie. Il nous faut maintenant adapter la MONUSCO aux défis des années à venir pour qu'elle puisse à terme se retirer et que les autorités congolaises soient pleinement en mesure d'apporter la sécurité et les conditions propices au développement pour leur population sur l'ensemble du territoire. À l'appui de cette transition, il revient également au Conseil de sécurité de réfléchir à la forme que pourra prendre la future présence onusienne en République démocratique du Congo.

Je voudrais terminer en rendant à nouveau hommage à Michael Sharp et Zaida Catalán, qui ont donné leur vie au service de la paix en République démocratique du Congo et travaillé inlassablement pour améliorer la situation du peuple congolais. Nous encourageons les autorités congolaises à tout faire avec l'appui du mécanisme du suivi de l'ONU pour que les auteurs de ces crimes soient jugés et condamnés.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique du Congo.

M. Gata Mavita wa Lufuta (République démocratique du Congo) : Je tiens, au seuil de mon propos, à vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois de mars 2019, et à vous dire combien ma délégation est honorée de voir la France, un pays ami, diriger les délibérations du Conseil de ce jour. Je voudrais vous remercier pour avoir pris l'initiative d'organiser cette réunion qui porte sur la situation en République démocratique du Congo, mon pays. Je voudrais également saisir cette opportunité pour féliciter votre prédécesseur, l'Ambassadeur de la Guinée équatoriale, qui a brillamment présidé le[s travaux du] Conseil de sécurité le mois passé.

Je me fais le devoir de remercier d'une manière particulière le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour sa détermination et son engagement à la cause de mon pays et pour son rapport sur la situation en République démocratique du Congo (S/2019/159, annexe) qui fait l'objet de nos discussions de ce jour. Ma délégation a pris acte du rapport du Secrétaire général

sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) (S/2019/218), dont M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MONUSCO, dont je salue la présence parmi nous, vient de nous faire la présentation. Qu'il me soit permis de donner à mon tour la position de mon gouvernement sur l'ensemble des questions évoquées par ce rapport et les préoccupations soulevées par les membres du Conseil.

Après l'organisation de l'élection présidentielle et des élections législatives et provinciales, le 30 décembre 2018, la situation politique de mon pays, comme le souligne le rapport sous examen, a été dominée par l'installation de nouvelles institutions. C'est dans ce contexte qu'a eu lieu, le 24 janvier, la grandiose cérémonie de la première passation pacifique et historique du pouvoir au sommet de l'État dans notre pays, entre l'ancien Président de la République, M. Joseph Kabila Kabange et le nouveau Président de la République élu, M. Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi. Cette passation a été suivie par l'installation des Assemblées aussi bien au niveau national qu'au niveau provincial.

La situation politique a été également marquée par la préparation des élections qui avaient été reportées dans la région de Beni et Butembo, dans la province du Nord-Kivu, pour éviter la propagation de la maladie à virus Ebola, et dans le territoire de Yumbi, dans la province de Mai-Ndombe, suite aux affrontements sanglants qui avaient entraîné des pertes en vies humaines. Point n'est besoin de signaler ici que, conformément au calendrier révisé de la Commission électorale nationale indépendante, ces élections sont programmées pour le 31 mars.

Pour marquer, dès le début de son mandat, sa volonté de renforcer les relations de bon voisinage, de travailler en harmonie et de coopérer avec les dirigeants de la région, le Président de la République a entrepris une tournée qui l'a conduit successivement en Angola, au Kenya, en République du Congo, en Namibie et, pour la deuxième fois, à Nairobi, au Kenya. Il a aussi participé, du 10 au 11 février, à Addis-Abeba, aux travaux de la trente-deuxième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine, travaux au cours desquels il a été élu par ses pairs en qualité de deuxième Vice-Président de l'Union africaine.

Dans le cadre de la décrispation du climat politique, il a autorisé le retour des exilés politiques et d'opinion, ainsi que la libération des prisonniers

politiques, notamment ceux qui étaient qualifiés de « cas emblématiques ».

Avant de clore ce chapitre, je me dois de signaler que les tractations se poursuivent entre les parties prenantes en vue de la formation du gouvernement. En attendant, le Président de la République a nommé les membres de son cabinet et publié son programme d'urgence pour les 100 premiers jours de son mandat.

Enfin, qu'il me soit permis de répondre brièvement à l'Ambassadeur de l'Allemagne en lui disant que les questions soulevées par M^{me} Anny Tenga Modi sont importantes et sont prises en compte par le Gouvernement. En effet, la législation consacre la parité en République démocratique du Congo. De ce fait, les femmes font partie intégrante de toutes les institutions du pays. Le nombre moins élevé de femmes présentes dans certains services de l'État relève plus du manque, de leur part, d'initiative et de courage, dû principalement, comme l'a reconnu M^{me} Tenga Modi elle-même, aux barrières de l'éducation civique et à la culture traditionnelle. Nous prenons donc note des efforts que le Gouvernement doit fournir en mettant en place des programmes pour encourager ces initiatives et lutter contre les barrières traditionnelles.

Concernant la situation sécuritaire, celle-ci demeure l'une des préoccupations du Gouvernement. C'est la raison pour laquelle le chef de l'État en a fait l'une des priorités de son programme, comme il l'a souligné dans son discours d'investiture. En effet, la partie est de notre pays continue à connaître l'activisme de groupes armés nationaux et étrangers, dont les plus virulents, comme le savent les membres du Conseil, sont d'aujourd'hui les Forces démocratiques alliées. Ces criminels s'illustrent par des attaques meurtrières contre les populations civiles dans la région de Beni et Butembo et contre les positions de la MONUSCO et des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Comme nous l'avions déjà évoqué devant le Conseil, le mode opératoire de cette force négative, dont pourtant les bastions avaient déjà été démantelés, doit amener les FARDC et la MONUSCO à revoir leurs stratégies et à conjuguer leurs efforts pour la neutraliser et sécuriser d'une manière durable les populations de cette partie du pays, en vue de mettre un terme aux souffrances qu'elles endurent depuis de longues années. Le Gouvernement reste déterminé à poursuivre les efforts déjà engagés dans le cadre de cette lutte. C'est la raison pour laquelle les effectifs militaires de cinq régiments sur les 12 en activité dans le secteur

opérationnel Sokola 1, dans la région de Beni, ont été renforcés par 2 500 hommes et un équipement approprié.

Le rapport sous examen fait également état de la dynamique observée depuis l'investiture du chef de l'État, avec des vagues massives de redditions des combattants des groupes armés, notamment dans l'espace Kasai, les deux Kivu, l'Ituri et le Haut-Katanga. Cette dynamique mérite d'être encouragée, pour pousser les groupes armés encore actifs à renoncer à leurs nuisibles activités et à déposer les armes. Mon pays sollicite auprès de la communauté internationale qu'elle soutienne ce processus de désarmement volontaire pour que les combattants qui se rendent en déposant les armes puissent bénéficier de l'encadrement nécessaire dont ils ont besoin pour leur réinsertion sociale. Compte tenu de ce qui précède, mon pays plaide en faveur de l'insertion du programme de désarmement, démobilisation et réintégration dans le nouveau mandat de la MONUSCO, comme deuxième priorité stratégique après la protection des civils.

Pour ce qui est des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des ex-combattants du Mouvement du 23 mars (M23), en vue de se conformer à la décision des chefs d'État prise lors de la huitième réunion de haut niveau du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région, tenue à Brazzaville le 19 octobre 2017 et ayant exigé le rapatriement simultané et sans conditions des combattants FDLR et ex-M23 cantonnés respectivement en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda, mon pays a fermé les sites de transit de Walungu, Kisangani et Kanyabayonga qui servaient d'hébergement aux éléments FDLR. Ces derniers et leurs dépendants ont été rapatriés au Rwanda, avec le concours de la MONUSCO. Une mesure semblable a aussi été prise pour quelques éléments parmi les ex-M23 basés en Ouganda qui ont regagné la République démocratique du Congo.

S'agissant des événements malheureux qui se sont produits dans le territoire de Yumbi les 17 et 18 décembre 2018, sur instruction du Président de la République, une Commission tripartite, comprenant la République démocratique du Congo, la République du Congo et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés, a été mise en place pour identifier et prendre en charge nos compatriotes qui se sont réfugiés au Congo-Brazzaville et faciliter leur retour au pays. Les forces de police, appuyées par les unités opérationnelles, ont

été déployées dans ce territoire. Pour restaurer l'autorité de l'État, le chef de l'État va nommer les autorités territoriales dans les prochains jours et a décidé de mettre à contribution les services de génie militaire pour reconstruire les écoles et d'autres infrastructures de base qui ont été détruites lors desdits événements.

Au sujet de l'avenir de la MONUSCO, 1^e Président de la République, dans son adresse du 15 février devant le corps diplomatique, a déclaré ce qui suit :

« Nous accompagnerons le processus de retrait progressif prévu de la MONUSCO, en tenant compte de l'évolution de la situation sécuritaire, en participant pleinement à l'élaboration d'une stratégie de sortie conjointe, ainsi qu'à sa transformation progressive dans le cadre du dialogue stratégique. Lors des discussions du renouvellement de son mandat en mars prochain, nous plaiderons pour une reconfiguration par un redimensionnement qualitatif des troupes, qui devront être moins nombreuses mais mieux équipées et aguerries face à la guerre asymétrique, dans la collaboration avec l'armée nationale pour la traque des groupes armés, principale menace contre les civils. »

À la lumière des lignes directrices tracées par le Chef de l'État, mon gouvernement sollicite le Conseil de sécurité de prendre en compte, dans la résolution qu'il va adopter dans quelques jours, les propositions suivantes : renouveler le mandat de la MONUSCO pour une période d'une année, soit jusqu'en mars 2020; et redimensionner qualitativement les troupes qui doivent être aguerries et dont le nombre devrait être réduit. Pour mon gouvernement, cette réduction ne doit pas concerner la Brigade d'intervention rapide. Il faut également doter les troupes en moyens et en équipements appropriés de manière à renforcer leurs capacités opérationnelles pour combattre les menaces asymétriques sur le terrain. La priorité dans cette dotation devrait être accordée à la Brigade d'intervention.

Par ailleurs, étant donné que les élections sont aujourd'hui derrière nous, mon gouvernement sollicite que les mandats soient réajustés et puissent refléter la configuration post-électorale. Dans ce contexte, le déploiement de troupes devrait prendre en compte les zones dans lesquelles la menace est avérée et où la Mission peut encore jouer un rôle. Un désengagement devrait donc être envisagé dans les zones où la menace n'est plus attestée.

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, les priorités du mandat devraient désormais se focaliser sur la protection des civils. Aussi, dans cette optique, mon gouvernement aimerait-il voir, parmi les priorités stratégiques du mandat, le Conseil prendre en compte le programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) pour permettre aux combattants qui déposent les armes, comme nous l'avons déjà dit au sujet des redditions volontaires, d'être pris en charge pour leur réinsertion sociale. Il faut également inclure la problématique de la lutte contre le pillage des ressources naturelles, qui constitue une des causes principales du conflit dans l'est de mon pays; et prendre également en compte la dimension régionale de la crise de manière à demander aux pays voisins, d'où proviennent les groupes armés étrangers, d'engager des dialogues politiques avec lesdits groupes dans le cadre de la résolution de cette crise.

Quant aux discussions à venir en vue de l'élaboration d'une stratégie de sortie conjointe dans le cadre du dialogue stratégique, mon pays aimerait souligner la nécessité d'amorcer déjà le processus de transfert des tâches de la MONUSCO au Gouvernement, à l'équipe de pays des Nations Unies et à d'autres parties prenantes concernées, suivant un calendrier précis et établi d'un commun accord, afin de sauvegarder les acquis réalisés et la sortie responsable de la MONUSCO, assurant ainsi les progrès durables avec la stabilisation de la République démocratique du Congo, la consolidation de l'autorité de l'État et l'élimination de la menace posée par les groupes armés.

La situation humanitaire observée dans mon pays est due essentiellement à l'activisme des groupes armés et aux conflits qui secouent aussi les pays voisins, dont les populations se réfugient sur notre territoire. À ceci s'ajoutent les catastrophes naturelles et la résurgence de certaines épidémies, comme le choléra ou la maladie à virus Ebola. Mon pays continue de faire face à cette situation avec les moyens dont il dispose. Le Gouvernement apprécierait hautement toute assistance complémentaire que nos partenaires pourraient apporter aux populations dans le besoin.

Pour revenir sur la situation de la fièvre hémorragique à virus Ebola, il est important de faire part au Conseil que les efforts engagés par le Gouvernement pour juguler cette maladie, avec le concours de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Union africaine et d'autres partenaires, se poursuivent. Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas, à la date du 15 mars, est

de 936 dont 871 cas confirmés et 65 probables. Parmi ces cas, le nombre de personnes guéries s'élève à 310.

Vous conviendrez avec nous, Monsieur le Président, que la question des droits de l'homme reste un idéal que tous les États au monde cherchent à atteindre. Mon pays est fermement attaché à cet idéal et continuera à travailler pour asseoir l'état de droit dont sa jeune démocratie a grandement besoin. Ma délégation peut donc rassurer le Conseil sur le fait que la lutte contre les violations des droits humains et des libertés fondamentales est au cœur de l'action du Président de la République, qui a pris l'engagement d'œuvrer pour la promotion de l'état de droit. Dans cette optique, il est déterminé à humaniser les services de sécurité, à lutter contre les abus et à supprimer les maisons de détention non conformes à la loi. Dans le même ordre d'idées, il s'est également engagé à lutter contre l'impunité au sein de l'armée et de la police et à améliorer les conditions de vie et de travail des hommes des troupes. Il a aussi résolu d'ouvrir l'accès aux médias publics à tous en vue de promouvoir la liberté d'expression, de réunion et de manifestation.

Comme le souligne le rapport S/2019/218, les conflits armés récurrents que connaît mon pays sont à l'origine de violences sexuelles et de l'utilisation et du recrutement d'enfants. Le Gouvernement de mon pays est déterminé à poursuivre les efforts engagés en collaboration avec les Nations Unies et d'autres partenaires pour mettre un terme à cette situation. Il est vrai qu'en dépit de ces efforts et des avancées significatives déjà enregistrées par le Gouvernement dans cette lutte, les défis subsistent.

Ma délégation estime que pour y faire face, il est important d'éradiquer les groupes armés. Pour ce faire, la MONUSCO, en appui aux FARDC, devrait s'acquitter avant tout des missions que lui confie son mandat, à savoir la protection des civils et la lutte contre les groupes armés. Il faut également appliquer le régime des sanctions aux groupes armés pour mettre un terme à leur financement et à leur approvisionnement en armes et en munitions; exiger de toutes les entités qui interviennent dans le circuit illicite des activités des groupes armés, en l'occurrence les pays de transit et de

destination et les multinationales, le respect absolu du régime des sanctions; et appliquer les sanctions à toutes les entités énumérées ci-haut qui ne s'en tiendront pas au respect du régime des sanctions en vigueur.

Pour ce qui est de l'enquête sur l'assassinat des deux experts des Nations Unies, le dossier est toujours en instruction devant le tribunal militaire de la garnison de Kananga, dans la province du Kasaï-Central. Outre les différentes personnes mises aux arrêts et déjà inculpées dans cette affaire, l'évolution du dossier a permis au tribunal de placer en détention préventive le colonel Jean de Dieu Mambweni pour avoir mis les experts en contact avec l'interprète Betu Tshintela et leur avoir suggéré de prendre l'itinéraire Kananga – Bukonde pour aller vérifier l'information concernant un camp d'entraînement de la milice Kamwina Nsapu dans les environs de la localité de Ngombe, proche de celle de Bukonde. Les auditions, qui avaient été suspendues, vont reprendre au cours de ce mois.

Je ne saurais clore mon propos sans féliciter M^{me} Leïla Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la MONUSCO, pour sa reconduction dans ses fonctions, et lui exprimer la haute appréciation de mon gouvernement pour le travail de qualité qu'elle a réalisé au cours de son mandat dans mon pays, dans une période particulièrement délicate. Mon gouvernement lui dit grand merci et l'assure de sa pleine collaboration pour la réussite de sa mission. Je manquerais à mon devoir si je ne remerciais pas les troupes de la MONUSCO en général et la Brigade d'intervention rapide en particulier, pour les sacrifices qu'elles continuent à consentir afin que la paix revienne dans mon pays.

Enfin, je me fais le devoir de témoigner la reconnaissance du peuple congolais et de son gouvernement à l'Organisation des Nations Unies et, plus spécialement, aux membres du Conseil de sécurité pour leur attachement et leur engagement à la cause de mon pays.

Le Président : Il n'y a plus d'orateurs ou d'oratrices inscrits sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 30.